

## La « gauche » a pavé la voie à la chiraquie

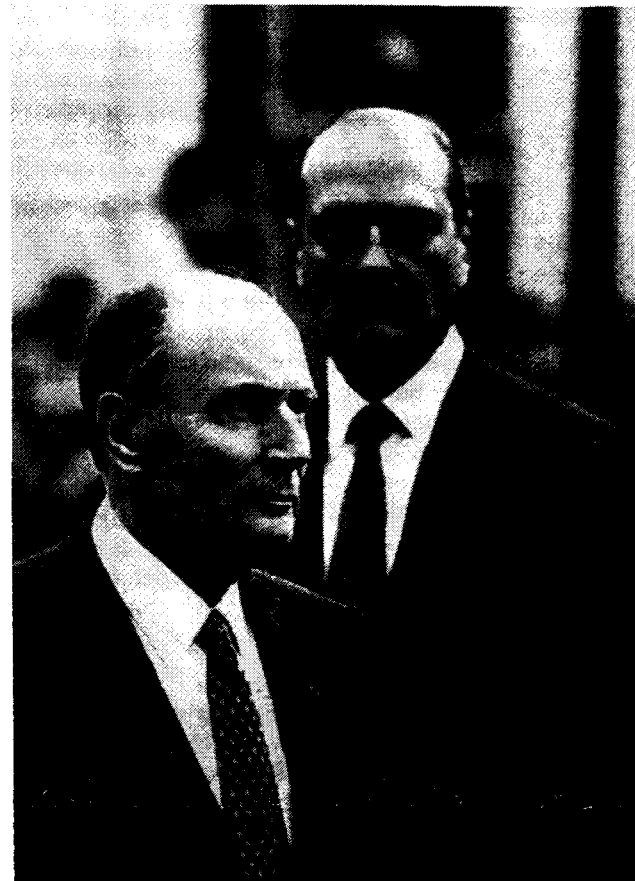
### A bas la collaboration de classes ! Gouvernement ouvrier !

8 mai – Mitterrand et ses gouvernements de collaboration de classes (« de gauche ») ont pavé la voie à la chiraquie avec, en embuscade, un Front national (FN) fasciste plus agressif que jamais. L'élection de Chirac à la présidence de la République vient parachever la victoire de la droite conservatrice aux législatives de 1993. La bourgeoisie attend de Chirac qu'il intensifie l'austérité antiouvrière qu'était désormais incapable de mener à bien le mitterrandisme discrédité et que Balladur s'est montré incapable de mener. Mais c'est loin d'être sans angoisses. Ainsi, au lendemain de l'élection du candidat de droite à la présidence de la République, le correspondant parisien de *l'International Herald Tribune* écrit qu'« en s'embarquant pour sept années de pouvoir conservateur, Jacques Chirac est apparu ce dimanche comme un président qui sera confronté à de sévères difficultés quand il s'agira de se colleter avec les problèmes qui se sont accumulés pendant les années du déclin du président François Mitterrand » ; et il conclut que le gouvernement Chirac ne bénéficiera d'« aucun état de grâce ». Même diagnostic du côté d'*InfoMatin* du 8 mai qui ajoute qu'« entre prudence et audace, le nouveau président doit craindre avant tout le troisième tour social ».

Avec les luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse multiethniques qui, des mois durant, ont contraint le gouvernement Mitterrand-Balladur à une série de reculs et qui – du jamais vu – se sont même multipliées pendant la période électorale et dont la grève de Renault-Flins (avec sa puissante composante immigrée) a été le point culminant, la bourgeoisie a effectivement de quoi avoir peur. La droite (qui, en plus, est divisée sur

l'Europe) affiche un triomphe pour le moins discret. Jospin et la « gauche » débordent d'un écœurant « fair-play » à l'égard des vainqueurs. Aussi bien les représentants politiques directs du capital que ses larbins réformistes tiennent manifestement à éviter une explosion sociale et politique. La bourgeoisie commence même à s'inquiéter de ce que Chirac a peut-être trop joué avec la démagogie du « changement » : « *Le thème du changement, dans une société profondément en crise, est une grenade dégoupillée* » (*Ibid.*) Plus que jamais est posée la nécessité d'une offensive ouvrière. Mais plus que jamais aussi est posée la nécessité d'une direction lutte de classe capable de conduire les luttes à la victoire. La tâche vitale est de rassembler dans un parti révolutionnaire tous ceux qui veulent lutter contre le système capitaliste, tirer les leçons de la « gauche » au gouvernement et en finir avec le cycle infernal réaction/front populaire afin de pouvoir offrir aux travailleurs et à tous les opprimés une perspective révolutionnaire : la lutte pour instaurer, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe, un gouvernement ouvrier, basé sur la mobilisation extraparlamentaire du prolétariat, qui expropriera la bourgeoisie.

Si Chirac a pu l'emporter sur Jospin, marqué par le sale boulot antiouvrier de la « gauche » au pouvoir, et sur son rival Balladur, c'est dans une large mesure par ses promesses démagogiques de faire de la « lutte contre le chômage » la « bataille principale » de son septennat. Mais en réalité, la « bataille principale » que la bourgeoisie attend de son prochain fondé de pouvoir à l'Elysée est qu'il impose les impitoyables mesures de régression sociale que les maîtres du capital estiment indispensables



Bouvet Gamma

pour restaurer leur « compétitivité économique ». Car la bourgeoisie française subit, comme les autres classes capitalistes en Europe, la pression d'une concurrence économique exacerbée par la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en URSS. Comme ses congénères, pour défendre ses marchés et ses zones d'influence, elle doit impérativement abaisser de façon drastique ses coûts salariaux en démantelant ce qui reste

Suite page 2

## 8 mai 45 : massacre colonialiste à Sétif

Le cinquantenaire du 8 mai 1945 est une commémoration impérialiste destinée à fêter la victoire des « forces alliées » sur leurs rivaux allemands. Les « démocraties » occidentales se sont toujours vantées d'avoir vaincu le fascisme hitlérien. C'est un mensonge, asséné par la bourgeoisie et ses valets réformistes aujourd'hui avec une vigueur décuplée par la victoire de la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est. C'est l'Union soviétique qui a écrasé l'Allemagne nazie ! En dépit de la politique de Staline, l'« Opération Barbarossa » lancée par Hitler contre l'URSS a été repoussée grâce au combat acharné du peuple soviétique, déterminé à défendre l'Etat ouvrier (même bureaucratiquement dégénéré) et à vaincre la barbarie fasciste. 27 millions de Soviétiques sont morts pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Pour les « alliés » impérialistes, cette guerre n'était pas, contrairement à ce qu'ils prétendent, une guerre « pour la démocratie » contre les horreurs du na-

zisme. C'était une guerre interimpérialiste menée pour se repartager le butin des profits capitalistes. C'est pourquoi la Quatrième Internationale trotskyste, tout en défendant militairement l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS, adopta une politique de défaitisme envers toutes les forces impérialistes.

Comme le disait Trotsky en 1940 dans le « Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale », « les démocraties impérialistes sont en réalité les plus grandes aristocraties de l'histoire. Angleterre, France, Hollande, et Belgique reposent sur l'asservissement des peuples coloniaux. » Cela s'est trouvé confirmé dramatiquement et symboliquement, le 8 mai 1945, par le massacre perpétré en Algérie par la « démocratie » impérialiste française.

Il y a cinquante ans à Sétif, une ville du Constantinois, 15 000 personnes défileront pour fêter la victoire sur les nazis. Les Algériens, incorporés dans les bataillons des armées alliées, ont été utilisés comme chair à canon par l'impérialisme français. Sur les pancartes, on peut lire « Vive la victoire alliée », « Démocratie pour tous » et « Vive l'Algérie indépendante » – signes de leur espoir que la

victoire sur Hitler apportera la libération aux esclaves de l'impérialisme français. Les manifestants arborent le drapeau algérien et demandent la libération de Messali Hadj, le dirigeant indépendantiste du Parti populaire algérien (PPA). Sur ordre du sous-préfet, la police ouvre le feu sur le cortège désarmé. Un véritable soulèvement populaire répond à cette sanglante provocation. S'ensuit une répression que nos camarades du Parti communiste internationaliste (PCI) dénoncent et décrivent comme ayant « le même caractère de bestialité que la destruction par les SS du ghetto de Varsovie ou d'Oradour » (*la Vérité*, 25 juillet 1945). La soldatesque coloniale se déchaîne, bombarde les villages alentour, pille, viole, tue. Plusieurs dizaines de milliers d'Algériens assassinés.

Par ce massacre, la bourgeoisie française soi-disant « antifasciste » – qui venait d'envoyer les juifs dans les camps de la mort – déclare dans le sang qu'elle compte garder coûte que coûte son empire colonial, source de surprofits et base de sa place de « puissance mondiale ». L'année suivante, elle bombarde Haïphong, au Vietnam – officiellement 6 000 morts. En 1947, elle massacre des dizaines de milliers de Malgaches... En Algé-

rie, la sale guerre coloniale ne prendra fin qu'en 1962, avec la déroute de l'impérialisme français et l'indépendance enfin arrachée.

Mais le grand mensonge n'est pas le simple apanage des impérialistes. Il est aussi celui des dirigeants réformistes du mouvement ouvrier, notamment ceux du PCF. Car cette atrocité contre le peuple algérien fut commise avec la complicité directe des dirigeants du PCF, qui se targue aujourd'hui d'avoir toujours été un grand défenseur de l'indépendance de l'Algérie.

A l'époque, le PCF était membre du gouvernement de De Gaulle qui ordonna la boucherie. Fidèle à la politique traître de Staline de conciliation avec l'impérialisme, la direction social-chauvine du PCF était, à la « Libération », dans une alliance front-populiste de collaboration de classes, aidant la bourgeoisie à rétablir son pouvoir en brisant les grèves et en désarmant les masses qui aspiraient à une transformation sociale. Et elle l'aida aussi à maintenir sa domination coloniale. Ainsi, elle justifia les massacres du Constantinois, assimilant les nationalistes du PPA à des fascistes : « Ce qu'il faut, c'est punir comme ils méritent les tueurs hitlériens ». Suite page 2

M 2651 - 133 - 5,00 F-RD



## Chiraquie...

Suite de la page 1

de l'« Etat-providence » – sécurité sociale, retraites, assurances-chômage – mis en place après la Deuxième Guerre mondiale pour conjurer le « danger communiste ».

La bourgeoisie française regarde avec inquiétude l'Italie voisine. Le démagogue Berlusconi, avec sa coalition incluant les fascistes du MSI et les populistes ultraréactionnaires de la Ligue du Nord, lui aussi, s'était hissé au pouvoir grâce à ses promesses de résoudre le chômage. C'est au contraire un féroce plan d'austérité offensive qu'il a avancé, cherchant pour l'imposer à s'appuyer sur un « régime fort » de type bonapartiste, reposant non pas sur un parlementarisme discrédité mais directement sur l'appareil d'Etat. Cependant, quelques mois plus tard, cette offensive a provoqué une puissante vague de grèves et de manifestations ouvrières contre laquelle l'aspirant « homme fort » s'est brisé le cou. Et aujourd'hui, la bourgeoisie italienne commence à se demander si le meilleur moyen d'imposer aux travailleurs ces mêmes mesures antiouvrières n'est pas de confier – provisoirement – les rênes du gouvernement à une coalition de collaboration de classes, un bloc de type front populaire incluant, en alliance avec des partis bourgeois, les directions réformistes du mouvement ouvrier autour du PDS, l'ex-PCI aujourd'hui totalement social-démocratisé.

En Italie comme dans le reste de l'Europe, les tentatives pour imposer de telles mesures de régression sociale se sont heurtées à une résistance acharnée de la part des travailleurs et de la jeunesse, qui refusent de supporter les conséquences de la crise capitaliste et de son cortège de chômage, de misère et de racisme. En France, le haut niveau de luttes qui a accompagné la campagne électorale annonce des mois « chauds ». Mais ces luttes posent immédiatement la question centrale de la direction de la classe ouvrière.

Déjà, dans toutes les luttes qui ont fait trembler la bourgeoisie ces derniers mois – depuis la grève d'Air France jusqu'à la grève de Renault-Flins – les bureaucrates réformistes ont tout fait pour empêcher que s'engage la nécessaire contre-offensive ouvrière anticapitaliste. Au contraire, ils les ont tenues isolées, et les combatifs

travailleurs de Flins, trahis, ont été contraints de reprendre le travail sur des miettes. La seule « perspective » qu'ils offrent aux travailleurs et aux jeunes, c'est de porter au pouvoir un nouveau gouvernement de « gauche » qui gère le capitalisme soi-disant au profit des travailleurs... L'« expérience » de Mitterrand a montré, à nouveau, que cela n'est que foutaise. Toute la politique de la « gauche » n'a été qu'austérité antiouvrière, racisme et antisoviétisme. En paralysant la classe ouvrière et en étouffant ses luttes – tout en enrageant la petite-bourgeoisie –, elle n'a fait que paver la voie non seulement à la chiraquie réactionnaire mais aussi aux fascistes du FN.

Deux ans de balladurisme ont permis à la « gauche » de faire un score électoral inespéré. Et, dans la foulée, les directions réformistes du PS et du PCF, avec l'aide de leurs suivistes d'« extrême gauche », se préparent à se refaire une santé dans l'« opposition » – et débarrassées de l'encombrant cadavre politique de leur président. Au soir du second tour des présidentielles, les réactions des dirigeants du PS laissaient d'ailleurs transparaître aussi un soulagement de voir leur candidat finalement battu. Faisant écho à l'ex-premier secrétaire Fabius, qui évoquait une « défaite d'avenir », le directeur du journal pro-PS *Libération*, Serge July, expliquait avec son cynisme habituel que « la défaite de Lionel Jospin est une chance pour le Parti socialiste », en ajoutant que « la cure pour l'opposition s'engage sous les meilleurs auspices » (*Libération*, 8 mai) ! Et la LCR cherche, à nouveau, à être à l'« avant-garde » du front populaire en faisant campagne pour « refonder, dans l'avenir, une gauche digne de ce nom » (*Rouge* n° 1620) !

Alors que la bourgeoisie se prépare à reprendre l'offensive, la politique des réformistes, qui cherchent à nouveau à enchaîner les travailleurs au char de leur ennemi de classe, est purement et simplement criminelle. C'est pourquoi, comme en 1981 et en 1988 où nous avons appelé les travailleurs à ne pas voter pour Mitterrand, en 1995 nous n'avons appelé à voter ni pour Jospin ni pour Hue. Nous avons aussi refusé de voter Laguiller qui a avant tout bénéficié du discrédit du mitterrandisme mais dont la candidature ne représentait pas une alternative à la « gauche » (lire notre article page 8).

Le réformisme des directions actuelles

français, la direction du PCF votera les pouvoirs spéciaux au « socialiste » Guy Mollet, chef du gouvernement d'alors (où siégeait un certain Mitterrand), qui lui permettront d'établir l'état de siège en Algérie et d'y envoyer le contingent. Elle ne parlera d'indépendance que quand de Gaulle lui-même, alors président, conscient de la défaite que l'impérialisme français était en train d'essuyer en Algérie, en parlera, tout en négociant avec les nationalistes algériens un accord permettant de préserver les intérêts impérialistes.

Comme le déclaraient quelque temps après les massacres du Constantinois nos camarades trotskystes du PCI en conclusion de leur intervention lors d'une réunion, le 4 avril 1946, du Comité provisoire de défense des libertés en Algérie, « le communisme ne doit pas vous décevoir car ce n'est pas lui qui a abandonné la lutte pour votre indépendance. Ne sont pas communistes, ne sont pas socialistes ceux qui prêchent le maintien de votre pays dans l'Empire français. Ne sont plus communistes ceux qui ont abandonné la lutte contre le colonialisme au nom de la grandeur de leur propre bourgeoisie. Mais le communisme reste vivant. C'est le programme de la Quatrième Internationale. La Quatrième Internationale a relevé le drapeau rouge de la libération sociale et nationale de tous les prolétaires, de tous les peuples coloniaux, de tous les exploités, de tous les opprimés du monde. »

du mouvement ouvrier – ou de ceux qui prétendent le devenir, comme LO (avec son programme de « faire payer les riches ») – est une dangereuse impasse. Le capitalisme – qu'il soit géré par la droite ou par la « gauche » – ne peut satisfaire aucune des revendications fondamentales des travailleurs et des opprimés et ne peut être réformé. *La crise actuelle réclame une mobilisation qui s'attaque aux bases mêmes du capitalisme.* La grève de Flins a confirmé, par la négative, que pour arracher une substantielle augmentation de salaire, il faut se doter d'un programme et d'une direction qui ne recule pas devant la nécessaire confrontation avec le pouvoir bourgeois. Pour compenser les ravages de l'inflation et défendre le niveau de vie, il faut non seulement se battre pour des augmentations massives mais aussi pour l'échelle mobile des salaires – c'est-à-dire l'indexation des salaires sur la hausse réelle des prix. La question de l'emploi est clé dans ce pays ravagé par le chômage. Il faut se battre contre tout licenciement et toute suppression d'emploi. Mais pour donner du travail à tous, il faut se battre pour l'échelle mobile des heures de travail – c'est-à-dire la répartition du travail existant entre toutes les mains ouvrières. Si le capitalisme est incapable de satisfaire d'aussi élémentaires exigences (qui surgissent directement des maux que ce système a lui-même créés), eh bien qu'il périsse ! Seul l'instauration d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourra en finir avec l'exploitation et l'oppression capitalistes !

### A bas la terreur et la ségrégation racistes !

La crise du capitalisme réclame avec force que le prolétariat s'engage résolument dans la lutte pour instaurer son propre pouvoir de classe. D'autant plus que les nervis antiouvriers et racistes du FN, qui se nourrissent de cette crise, se sentent des ailes. Ils ont marqué du sceau sanglant de la terreur raciste cette campagne électorale, du début à la fin – du meurtre d'Ibrahim Ali, dans la nuit du 21 au 22 février, au meurtre de Brahim Bouraam, le 1<sup>er</sup> mai (lire notre article en page 11). Après avoir renvoyé dos à dos Chirac et Jospin, Le Pen espère bien récupérer à son profit le mécontentement des petits-bourgeois et des ouvriers arriérés qui ont cru aux promesses démagogiques de Chirac et que sa politique immolera inévitablement aux intérêts du capital. Comme le claironne déjà Carl Lang, un chef de la racaille lepéniste, « le Front national se trouve enfin en situation de seul recours, de recours national, pour tous les Français qui seront demain les déçus du chiraquisme » (*Libération*, 8 mai).

Mais ce sont les gouvernements Mitterrand « de gauche » qui, avec leur politique raciste, ont donné une « respectabilité » à ces nervis anti-immigrés et antiouvriers. Racisme et chauvinisme sont le fumier sur lequel le FN rassemble et entraîne ses bandes antiouvrières. C'est aussi la principale arme dont dispose la bourgeoisie et ses gouvernements pour dévier la colère ouvrière contre les

« étrangers » et pour diviser, affaiblir et empêcher la classe ouvrière multiethnique de ce pays d'engager la nécessaire contre-offensive. Déjà, le gouvernement Mitterrand-Balladur n'a réussi à survivre à ses défaites devant les jeunes et les travailleurs qu'en lançant de violentes campagnes chauvines et racistes. Le second tour de la campagne présidentielle, où Chirac et Jospin ont fait assaut de démagogie raciste en regrettant ostensiblement de ne pas avoir assez évoqué le « problème de l'immigration et de l'insécurité », montre déjà que le futur gouvernement Chirac ne manquera pas de passer lui aussi à l'offensive sur ce terrain, où il sait qu'il peut compter sur le consensus anti-immigré qui s'étend des fascistes aux directions réformistes du mouvement ouvrier. Les dirigeants réformistes ont été jusqu'à faire défiler des dizaines de milliers de manifestants qui voulaient en découdre avec le FN, après le meurtre raciste de Brahim Bouraam, derrière la banderole : « Un raciste est quelqu'un qui se trompe de colère » – un obscène appel du pied en direction des racistes du FN qui ne peut que démobiliser toute lutte contre les fascistes. Il est crucial que les prochaines, et inévitables, luttes ouvrières mettent en avant le nécessaire combat contre la discrimination et la terreur racistes. *A bas la « forteresse Europe » raciste ! Défense du droit d'asile ! A bas la chasse aux « clandestins » ! Halte aux expulsions ! Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays ont le droit d'y rester ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles ! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines ! Mobilisations ouvrières/immigrées contre les discriminations racistes et contre la terreur raciste des flics et des fascistes ! Ecrasons les fascistes avant qu'ils nous écrasent !*

### Ce qu'il faut : un parti ouvrier révolutionnaire

La vague de luttes, qui a ressurgi au terme d'un mitterrandisme à bout de souffle, va certainement s'amplifier encore. Mais les luttes purement économiques ne suffisent pas. LO appelle à un « troisième tour social » et évoque même un nouveau Mai 68. Mais aujourd'hui comme en Mai 68, il ne s'agit pour LO que d'arracher quelques miettes... que la bourgeoisie reprendra demain. Mai 68, avec ses dix millions d'ouvriers en grève générale et sa jeunesse en révolte, était une situation prérévolutionnaire qui posait la question du pouvoir. Ce qui a manqué alors, c'est un parti révolutionnaire à la tête de la lutte.

Aujourd'hui encore, la question centrale est : pour gagner, pour briser l'offensive bourgeoise et passer à la contre-offensive, la classe ouvrière et tous les opprimés ont besoin d'un parti armé d'un programme non pour réformer le capitalisme mais pour le détruire. Un parti qui combatte avec intransigence la collaboration de classes pour balayer les bureaucrates réformistes. C'est pour construire ce parti révolutionnaire, tribun de tous les opprimés, que la Ligue trotskyste combat.

## Sétif...

Suite de la page 1

riens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes, faisant ainsi le jeu des seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France » (*L'Humanité*, 19 mai 1945). Quelques années après, en 1956, défendant les intérêts de l'impérialisme

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale

COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy, Xavier Gomez, Morgane Mancini (responsable des pages *Spartacus*), Myriam Morin, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault (rédacteur en chef)

REALISATION: Jérôme Pavault

DIFFUSION: Camille Cézard

DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10  
Imprimerie: Roto Paris Presse Chemin des Epinettes - 77200 Torcy

Commission paritaire: n° 59267 Distribué par les NMPP  
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

## ABONNEZ-VOUS !

# LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant *Spartacist*)

Hors Europe: 40 F (avion 60 F) — Etranger: mandat poste international  
Belgique: 150 FB — Canada: 12 \$ — Maroc: 20 DH — Tunisie: 3 000 m

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

# Protestations contre la chasse aux sorcières antitrotskyiste à Kiev et à Moscou

Le 1<sup>er</sup> avril, l'émission d'« informations » *Vremia* de la télévision russe a repris les affirmations grotesques de la police secrète ukrainienne, la SBU, qui aurait découvert un complot fomenté par quatre partisans moscovites de la Ligue communiste internationale (LCI) pour « renverser » le gouvernement ukrainien. Ainsi étaient justifiées par la SBU la confiscation des publications trotskystes et l'interdiction faite à nos camarades de se rendre à l'avenir en Ukraine. Le reportage de *Vremia* avait été précédé d'un long article calomnieux paru dans la feuille de chou ukrainienne en langue russe *Krevskie Vedomosti* (30 mars), qui glapissait en première page que « les trotskystes en visite voulaient renverser le gouvernement en Ukraine ».

La LCI a immédiatement réagi par une campagne internationale protestant contre ces sinistres calomnies. Le 5 avril, à New York, plusieurs dizaines de manifestants se rassemblèrent devant le siège de la délégation ukrainienne à l'ONU. Les 6 et 7 avril, des manifestations eurent lieu devant les ambassades et consulats ukrainiens de Chicago, Londres, Berlin, Toronto, Paris et Melbourne.

Ces manifestations dénonçaient également l'incapacité délibérée des autorités russes à enquêter sur le meurtre à Moscou, en 1992, de notre camarade Martha Phillips. Les manifestants brandissaient des pancartes exigeant la réouverture de l'enquête sur cet assassinat. A Berlin, les manifestants faisaient le lien entre cette campagne calomniatrice et l'acharnement mis par le IV<sup>e</sup> Reich à persécuter les anciens responsables de l'Etat ouvrier déformé est-allemand avec les mots d'ordre suivants : « A bas la chasse aux sorcières - Défendons les ex-bureaucrates de RDA : Mielke, Wolf, Kessler ! » et « A bas la chasse aux sorcières - Défendons les vrais communistes de la LCI ! »

Faisant suite aux conférences de presse qui se sont tenues les 3 et 4 avril à Moscou en présence de plusieurs médias russes et internationaux, un porte-parole de la LCI a été interviewé dans l'émission en langue russe de la BBC *Argument*. Le 4 avril, l'agence de presse russe Interfax publia une dépêche intitulée : « Un des dirigeants de la Ligue communiste internationale trotskyste accuse les autorités ukrainiennes de répression contre la dissidence. » Un article du 12 avril du journaliste de gauche installé à Moscou Renfrey Clarke liait cette campagne de calomnies à l'aggravation de la répression menée par le régime d'Eltsine, avec comme titre : « Russie : les calomnies contre les trotskystes constituent un danger pour la gauche tout entière. »

Ce point est aussi mis en relief dans une émouvante protestation émise depuis Mexico par Esteban Volkov, petit-fils du révolutionnaire russe Léon Trotsky : « En tant que descendant d'une des familles les plus calomniées et ayant le plus souffert de la terreur stalinienne, et sans appartenir à aucune organisation politique, je proteste énergiquement contre la résurgence et l'utilisation de méthodes puisées à l'école de la falsification stalinienne et venant appuyer la terreur d'un régime de type bonapartiste ou fasciste, dont l'objectif est d'empêcher toute défense des classes exploitées et opprimées. »

En France, l'écrivain de gauche Gilles Perrault, s'associant lui aussi à la campagne de protestation, décrit la campagne de calomnies des autorités ukrainiennes comme « une agression où le grotesque le dispute à l'odieux » et qui « évoque irrésistiblement les conduites staliniennes qui ont si longtemps réprimé les militants et les sympathisants trotskystes ».

Israel Shahak, défenseur israélien des droits civiques et survivant des camps de concentration, joint sa voix pour « condamner sans réserves l'attitude dictatoriale du gouvernement ukrainien ». Une autre ancienne victime de la répression raciste, Baruch Hirson, rédacteur en chef de la revue *Searchlight South Africa*, écrit : « Cela nous rappelle des campagnes similaires en Afrique du Sud, sous le régime de l'apartheid, qui utilisaient les mêmes méthodes pour s'en prendre à tous ceux qui osaient critiquer ses méthodes arbitraires de pouvoir et de contrôle. Certains d'entre nous ont été victimes de ce gouvernement, et j'ai personnellement passé neuf ans en prison pour mes activités contre l'Etat [...]. »

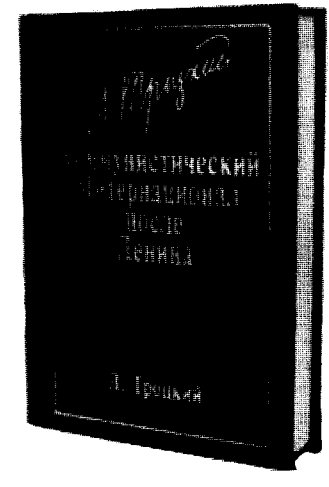
plusieurs années. Cela était censé constituer des preuves d'une conspiration secrète pour renverser le gouvernement ukrainien, par rien moins que quatre personnes dont aucune ne réside même en Ukraine !

Nous ne sommes pas surpris de voir utiliser des techniques aussi révoltantes. Pour avoir une idée de ces méthodes nullement sophistiquées, nous invitons ceux qui ont des doutes à lire le livre écrit en 1925 par Victor Serge (Victor Lvovitch Kibalchitch) *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*. Les marxistes, qui placent leurs espoirs dans la mobilisation ouverte et consciente des travailleurs et des opprimés, sont une fois

*Vremia* ? Et qu'y a-t-il derrière l'attention minutieuse, coûteuse et illégale que les services de sécurité de Russie ainsi que d'Ukraine, agissant à n'en pas douter en collusion, portent à une poignée d'internationalistes qui se battent pour la cause de la classe ouvrière ? Qu'y a-t-il derrière de telles calomnies grotesques et sans fondement, au moment où des milliers d'innocents sont envoyés à la mort et tués dans la guerre impopulaire et criminelle qui est menée en Tchétchénie ? Et au moment où la maladie, la faim et la pauvreté coûtent la vie à tant d'enfants et de vieillards dans tout le pays ? Apparemment, les autorités capitalistes sont hantées par le spectre de notre programme trotskyste, qui correspond aux véritables intérêts de l'immense majorité des travailleurs, dépossédés et appauvris. Notre objectif est de rendre à la classe ouvrière sa capacité, en tant que classe, de prendre le pouvoir par la lutte et l'organisation, dans toutes les régions anciennement soviétiques.

Le mécontentement social et politique pressant des peuples de l'ex-Union soviétique est frauduleusement transformé en une conspiration monumentalement microscopique. Cela semble bien porter la marque d'organes de sécurité qui se sont décomposés jusqu'à la démence. Rappelons-nous que les individus, anonymes et inconnus, qui concoctent et diffusent de telles calomnies ont été formés à l'école stalinienne de la falsification. Rappelons-nous aussi qu'un des traits caractéristiques des tristement célèbres « procès » purges des années 1930 - qui ont conduit à la mort des millions de personnes - a été des accusations grotesques et totalement infondées contre les plus proches compagnons d'armes de Lénine. Jusqu'à son dernier jour, Trotsky a lutté pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique contre toutes les puissances impérialistes et tous les éléments de la « cinquième colonne » qui, à l'intérieur, cherchaient à fomenter la contre-révolution. Pourtant, dans ces années noires, Trotsky, fondateur de l'Armée rouge et cofondateur de l'Etat soviétique, un homme qui avait derrière lui toute une vie de révolutionnaire et qui était une personnalité internationale d'une intégrité reconnue, fut calomnié de façon abjecte, accusé d'être un agent du Mikado japonais, de la Gestapo nazie et du Deuxième Bureau français. Rappelons-nous que les calomnies contre Trotsky furent le prélude à son assassinat commis par les tueurs de Staline.

On nous a également rapporté que, de façon similaire, les autorités de l'Etat capitaliste ukrainien font aujourd'hui circuler le bruit que les partisans de la LCI sont des « agents de la CIA ». Nous traitons ces accusations mensongères avec le mépris le plus complet. Si les autorités de Kiev avaient la moindre raison de penser que nos camarades étaient des agents de la CIA, elles auraient déroulé le tapis rouge sous nos pieds et nous auraient comblés de faveurs, dans l'espoir de bénéficier en retour des largesses de ceux qu'elles courtisent, à Washington et Wall Street. Ceux qui hier encore étaient les héritiers politiques et bureaucratiques de Staline ont présidé à l'écroutement de l'Union soviétique, et nombre d'entre eux espèrent aujourd'hui devenir des exploités cupides dans le nouvel ordre capitaliste. Nous, trotskystes, au contraire, avons appelé ouvertement la classe ouvrière à résister au coup d'Etat proimpérialiste d'Eltsine en août 1991, coup d'Etat qui a conduit à la restauration du capitalisme.



**Nous, marxistes, proclamons ouvertement nos convictions révolutionnaires. A gauche, nos Biulleten Spartakovsev en russe : « Le parti léniniste - tribune du peuple » et « Ce qu'est le trotskysme ». En 1994, nous avons publié pour la première fois en russe l'Internationale communiste après Lénine de Trotsky.**

En outre, bien que nous ne soyons pas liés à la Ligue communiste internationale, nous pensons qu'elle a le droit de critiquer votre gouvernement et d'appeler à restaurer l'héritage laissé par Lénine et ses camarades en 1917. L'espoir que Lénine a inspiré quand son parti a pris le pouvoir a un besoin urgent d'être renouvelé. »

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration de la LCI du 3 avril (traduite de *Workers Vanguard* n° 620, le journal de la Spartacist League/US) intitulée : « Le retour de la calomnie stalinienne au service de la paupérisation des travailleurs. Nous dénonçons les accusations calomnieuses portées contre les trotskystes à Moscou. »

La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) à Moscou élève une vigoureuse protestation contre les accusations calomnieuses portées contre notre organisation trotskyste. Dans la soirée du samedi 1<sup>er</sup> avril, un reportage diffusé dans l'émission *Vremia* a débuté par cette affirmation grotesque : « Le renversement du gouvernement en Ukraine était planifié par quatre trotskystes idéologiques représentant la Ligue communiste internationale. » Ce reportage prétendait que des partisans de la LCI avaient été refoulés d'Ukraine. Une photographie de quelques-uns de nos partisans, vieille de deux ans et prise lors d'une fête donnée à Moscou à l'occasion d'un anniversaire, a été montrée à l'antenne. Cette photographie est entrée en possession des autorités à notre insu et de façon illégale. Il a également été présenté un échantillon de notre presse publiée et diffusée ouvertement auprès des travailleurs de toute l'ex-Union soviétique depuis maintenant

encore accusés de « terrorisme conspiratif » et de « violence » par ces mêmes régimes qui ont recours aux véritables conspirations, au véritable terrorisme et à la véritable violence au service des bandes de nouveaux exploités au pouvoir. Sous prétexte de lutter impartialement contre tous les « extrémismes », les autorités actuelles préparent en fait une vague de répression contre toute forme de combativité ouvrière et de contestation de gauche. Telle est la signification de l'ignoble campagne menée en ce moment contre la Ligue communiste internationale.

Il est clair que depuis un certain temps nous subissons une surveillance nullement discrète et que nous faisons l'objet de l'attention de la police. Les jeunes Russes et Ukrainiens qui ont exprimé leur intérêt pour nos publications et nos positions politiques ont subi harcèlement, interrogatoires et menaces. Il y a trois ans, le 9 février 1992, notre chère camarade Martha Phillips a été assassinée dans la force de l'âge à Moscou dans des circonstances affreuses et mystérieuses. Malgré les appels et demandes répétés et vigoureux adressés par nous-mêmes, et par d'autres, aux différents services de police de Moscou pour qu'ils mènent une enquête sur ce crime odieux, les autorités ont réagi par une inertie indifférente et une arrogance grossière. Nous exigeons la réouverture de l'enquête sur le meurtre de Martha Phillips, en insistant tout particulièrement sur le rôle des services de sécurité. A cet égard, nous rappelons l'assassinat récent d'un journaliste qui enquêtait sur des accusations de corruption au sein de l'armée russe.

Qu'y a-t-il derrière le reportage de

# Femmes et Révolution

Publié en collaboration avec Women and Revolution (USA)



## Mobilisation de masse en défense des cliniques d'IVG !

Avec la destruction de l'URSS, les bourgeoisies européennes se sont lancées dans une offensive réactionnaire dont les femmes sont, aux côtés des immigrés et des jeunes, les premières victimes. Dernières embauchées, elles sont les premières licenciées, renvoyées à l'esclavage domestique pour prendre en charge les fonctions sociales (soins et éducation des enfants, soins des malades, tâches domestiques) dont veut se débarrasser la bourgeoisie dans le cadre de sa politique de démantèlement de l'Etat-providence.

Partout en Europe occidentale, on assiste à une offensive en règle contre l'Etat-providence qui fournit une « protection sociale » (assurance maladie, indemnisation du chômage, retraite...) Ces réformes sociales ont été introduites dans le cadre de la Guerre froide antisoviétique, qui avait succédé à la Deuxième Guerre mondiale, comme concessions faites aux travailleurs d'Europe occidentale par crainte de révolutions sociales. Maintenant que l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a été détruit, ces mesures ne sont plus indispensables politiquement aux bourgeoisies européennes. Celles-ci ne peuvent plus se les permettre économiquement non plus. Avec l'effondrement de l'URSS et la disparition de leur ennemi commun, les rivalités entre impérialistes, assourdies pendant la Guerre froide dans le but de maintenir l'alliance antis-

contre-révolution capitaliste dans les Etats ouvriers déformés et dégénéré et inspirés directement par le Vatican. Ce bastion de l'anticommunisme et de l'obscurantisme moyenâgeux a été une force motrice, notamment en Pologne, de la restauration capitaliste à l'Est. Partout ils bénéficient de la complicité des gouvernements bourgeois qui veulent mettre au pas la classe ouvrière et les opprimés sous le drapeau du chauvinisme, du racisme et de l'ordre moral bourgeois - « Travail, Famille, Patrie ».

C'est dans ce contexte qu'en France aujourd'hui le droit à l'avortement est directement sous les coups de boutoirs de l'austérité antiouvrière, notamment les attaques contre les dépenses de santé, et le retour en force de l'ordre moral. Ici comme ailleurs, les attaques contre ce droit sont le fer de lance d'une campagne plus large visant à renvoyer les femmes à leur rôle traditionnel de mère et d'épouse, leur nier le droit au travail et à une vie sociale à part entière. Ainsi le Monde du 24 juin 1994 rappelle que « depuis le début de la législature, les députés de la majorité ont multiplié les initiatives. Pas moins de sept propositions de loi ont été déposées pour instituer, sous une forme ou sous une autre, un salaire maternel, incitant les femmes à rester au foyer pour élever leurs enfants. Cinq autres textes visent à supprimer les avantages

de choisir d'avoir ou non des enfants ; de ce fait, malgré son aspect limité, cette loi a permis que chaque année des milliers de femmes ne risquent plus leur vie, des blessures psychologiques ou des infirmités physiques ineffaçables en recourant à des avortements clandestins.

Mais bien sûr, comme chaque fois qu'un droit démocratique est arraché à la bourgeoisie, celui-ci ne fut accordé qu'avec un maximum de restrictions le rendant acceptable dans le cadre du capitalisme et de la morale bourgeoise et limitant au maximum son accès. Lorsque le projet fut voté en 1975, il le fut d'abord pour une période probatoire de cinq ans, il limitait le délai légal à dix semaines et il interdisait l'accès à ce droit aux femmes mineures sans autorisation des parents et aux femmes immigrées. Enfin, avec la « clause de conscience » autorisant les médecins à refuser de pratiquer des avortements, il faisait de l'avortement un acte médical différent des autres et il donnait légalement le droit aux médecins, y compris à un hôpital, de refuser de faire leur travail. Cette clause hypocrite, qui minait complètement l'application de ce droit en niant dès son origine son statut de mesure de santé publique, le rendait ainsi plus vulnérable aux attaques musclées des bigots réactionnaires qui visent aujourd'hui les centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG). Pour toutes ces raisons, dès l'entrée en vigueur de la loi Veil, nous avons dénoncé tout ce système hypocrite de restrictions et de barrières qu'il faut balayer parce qu'elles interdisent dans la pratique le droit à l'avortement à des milliers de femmes. Contre la loi Veil, nous avançons la revendication d'avortement libre et gratuit pour toutes, y compris mineures et immigrées. A bas la « clause de conscience » !

De plus, la loi Veil ne prévoyait aucun remboursement par la sécurité sociale de cet acte médical. En 1982, Bérégovoy, alors ministre « socialiste » du gouvernement de collaboration de classes de Mitterrand (où siégeait le PCF), capitulant devant l'Eglise catholique et l'ordre réactionnaire des médecins (créé sous Vichy), déclarait à propos de ce remboursement : « Ce n'est pas un problème d'argent. Je peux vous dire d'ailleurs que je pourrais tout de suite débloquer les fonds s'il s'agissait de raisons sérieuses. Mais c'est pour moi un problème d'éthique. » C'est par la mobilisation que finalement le remboursement de l'IVG fut arraché. Dans la même veine de capitulation devant la réaction, les réformistes au pouvoir, en valets serviles des intérêts de la bourgeoisie, ont mis tous les obstacles nécessaires pour empêcher une large utilisation de cette découverte révolutionnaire qu'est la « pilule abortive » RU-486. Mis au point en 1987 par l'équipe du professeur Baulieu, ce produit a donné accès à une méthode simple pour avorter sans recours à un acte chirurgical (vécu comme une agression par beaucoup de femmes) et sans nécessité d'une hospitalisation. (Il

ouvrait aussi la porte à d'autres applications capitales pour les femmes en termes de contraception et de santé, notamment dans le traitement du cancer du sein, de troubles hormonaux, etc.) Malgré toutes les preuves de son efficacité, ce produit dès sa découverte fut soumis par le gouvernement Mitterrand-Chirac puis par le gouvernement Mitterrand-Rocard aux limitations scandaleuses de commercialisation et d'utilisation fixées par la loi Veil, et ce sous la pression encore une fois des lobbies réactionnaires inspirés par l'Eglise catholique. Comme nous le soulignons à l'époque, « en fait, sous couvert de préoccupations thérapeutiques, il s'agit d'un frein tous azimuts pour empêcher un accès facile à ce produit à toutes les femmes qui le désirent. Car toute mesure allant dans ce sens signifierait jeter aux orties la loi Veil et ses clauses restrictives et réactionnaires » (Le Bolchévik n° 85, juillet-août 1988). Comme le droit à l'avortement, le droit à la contraception fait l'objet de la même hypocrisie puisque depuis 1967 l'autorisation de commercialisation des moyens contraceptifs a toujours été assortie d'une interdiction de publicité, c'est-à-dire de toute campagne d'information large permettant un accès plus facile aux couches les plus défavorisées. Cette interdiction a été levée il y a seulement deux ans en ce qui concerne le préservatif sous l'impact des mobilisations contre la passivité hypocrite et criminelle des gouvernements bourgeois de Mitterrand face à la pandémie du SIDA. Par contre, depuis quelques années, le remboursement de la plupart des pilules contraceptives n'est plus pris en charge par la sécurité sociale.

Aujourd'hui, déjà miné par un fatras de limitations réactionnaires, le droit à l'avortement est en passe de devenir pour de plus en plus de femmes, et surtout pour les plus défavorisées, une course d'obstacles telle que cela revient à les en priver carrément.

La grève combative des infirmières en 1988 a révélé au grand jour l'état de délabrement du système hospitalier, conséquence des attaques gouvernementales sur les dépenses de santé. C'est dans ce cadre d'austérité généralisée que les centres d'IVG et les centres de planification font les premiers les frais des coupes drastiques de budget. Une dégradation renforcée par la décentralisation qui laisse à l'initiative des élus locaux ce genre de décision et qui a eu pour conséquence récente la fermeture du centre de planification du Nord par décision du conseil général dominé par la réaction. Ainsi sont décrits quelques exemples de la pénurie hospitalière dans la région parisienne où elle est la plus criante : « [Depuis 1988] certains hôpitaux ont décidé de fermer leur centre, comme l'Hôtel-Dieu, au cœur de la capitale [...]. D'autres préfèrent attribuer leurs locaux aux nouveaux services de fécondation in vitro. C'est le cas de l'hôpital Antoine-Béclère, à Clamart, où la salle de repos du CIVG s'est vu transformée en salle d'accueil pour



Le Bolchévik

Le cortège de la LTF à la manifestation d'Act-Up du 22 mai 1992.

viétique, se sont déchaînées, et ce dans un contexte de crise économique sans précédent. Pour être concurrentielles avec leurs rivaux impérialistes, les bourgeoisies européennes cherchent à accroître leurs profits au détriment des travailleurs et des opprimés.

Cette offensive capitaliste s'accompagne d'une campagne réactionnaire exaltant les « valeurs de la famille » et fustigeant tout ce qui les défie, de l'homosexualité à l'avortement. Des Etats-Unis à la Pologne en passant par l'Allemagne et l'Italie, le droit démocratique à l'avortement est devenu la cible des fanatiques réactionnaires encouragés par la

fiscaux dont bénéficient les couples non mariés. »

Il y a vingt ans, le droit à l'avortement fut arraché après plusieurs années de luttes combatives des femmes et de nombreux militants ouvriers, dans la foulée de Mai 1968 où la puissante mobilisation des travailleurs et jeunes avait mis le pays au bord de la révolution sociale. La loi Veil suspendait (sans l'abroger d'ailleurs) la monstrueuse loi de 1920 qui interdisait l'avortement et la contraception, menaçant celles qui y recouraient de lourdes peines de prison. Elle rendait, pour la première fois, légal et possible dans un cadre médical ce droit pour les femmes

**Avortement libre et gratuit pour toutes, y compris mineures et immigrées !**

les procréations médicalement assistées. D'autres encore s'imposent des quotas : pas plus de deux avortements par semaine à l'hôpital Beaujon, à Clichy, un seul à l'hôpital Cochin » (la Vie n° 2495, 24 juin 1993). Autre exemple : les médecins du centre d'IVG de Colombes ont dû se mettre en grève pour obtenir trois médecins vacataires supplémentaires.

Dans ces conditions, les centres d'IVG dans les hôpitaux publics ont survécu la plupart du temps grâce au volontariat militant des équipes médicales, avec des médecins vacataires sans statut réel, sans moyens appropriés, et souvent comme des parias en butte à l'hostilité des chefs de service des maternités. Pour donner une idée de l'ambiance, un médecin du centre d'IVG de Colombes raconte cette anecdote : « Notre ancien chef de service se signait quand il nous rencontrait dans le couloir. Notre second patron a fait lui aussi jouer la clause de conscience. Nous

plus aucune femme immigrée sans carte de séjour en règle (c'est-à-dire une grande proportion d'immigrées) ne peut accéder à un centre d'IVG. En conséquence, chaque année 5 000 femmes sont ainsi obligées d'aller se faire avorter dans les pays voisins, en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, avec la charge financière supplémentaire et les problèmes personnels que cela constitue. Quant à celles qui n'en ont pas les moyens, elles sont condamnées à nouveau aux avortements clandestins, avec le risque que cela représente pour leur vie, ou à l'enfer d'une grossesse non désirée pour elle-même et de ses conséquences pour leur futur enfant.

### Défense des centres d'IVG !

Ce sabotage pernicieux et délibéré de l'accès à l'IVG a pavé la voie aux attaques musclées contre les centres où se pratiquent les avortements. Depuis 1990,

campagne bien plus importante qui bénéficie de larges soutiens politiques et financiers et dont le pivot est la hiérarchie catholique au plus haut niveau, bastion de la réaction dans ce pays. Ainsi, lorsqu'un membre du commando qui a attaqué l'hôpital de Grenoble en octobre 1994, dom Gérard Calvet, moine bénédictin, est passé en procès, les chefs de l'Eglise de France, Ducourtray et Lustigier, ont envoyé des lettres de soutien. En cela, ils ne faisaient que reprendre les thèmes de la campagne obscurantiste moyenâgeuse du pape Jean-Paul II, qui dénie aux femmes le statut d'être humain à part entière en même temps qu'il voue aux gémonies homosexuels et fornicateurs pour qui le SIDA est, à ses yeux, un châtiment de dieu... En fait, en déclarant que les lois de dieu sont au-dessus de celles des hommes, l'inquisiteur en chef de l'Eglise catholique donne lui-même le feu vert aux commandos des criminels antiavortements. Voltaire, philosophe de l'époque des Lumières, écrivait déjà, en 1764, dans l'article « Fanatisme » de son Dictionnaire philosophique : « Que répondre à un homme qui vous dit qu'il aime mieux obéir à dieu qu'aux hommes, et qui, en conséquence, est sûr de mériter le ciel en vous égorgant ? »

Dans sa dernière encyclique du 25 mars, Jean-Paul II s'indignait, entre autres, de ce que les « attentats à la vie [les IVG] tendent à perdre, dans la conscience collective, leur caractère de "crime" ». Mais, au cours de son abominable croisade, il y a un vrai crime que le pape polonais veut faire disparaître de la conscience collective : le génocide des Juifs assassinés par les fascistes, et particulièrement en Pologne, avec la complicité directe de l'Eglise polonaise, antisémite jusqu'à la moelle. C'est bien le sens des déclarations qu'il a proférées en 1991, lors d'un voyage en Pologne, comparant le « cimetière » des avortements avec celui des camps d'extermination !

C'est sur cette odieuse propagande révisionniste niant le génocide distillée directement par le Vatican qui s'appuient les réactionnaires qui attaquent aujourd'hui les centres d'IVG. Leur cible favorite est Simone Veil, rescapée des camps de la mort, qu'ils surnomment « l'avorteuse Veil ». Et, mêlant antisémitisme, racisme antimaghrebien et chauvinisme, ils mènent leur campagne au nom de la « défense de l'identité nationale menacée par l'invasion des étrangers ».

Cette campagne n'a atteint ni l'ampleur ni le niveau de violence du mouvement Pro Life aux Etats-Unis ; elle n'en représente pas moins un danger extrêmement sinistre pour les femmes mais aussi pour tout le mouvement ouvrier et pour tous les opprimés. Dans le système capitaliste, les droits démocratiques ne sont jamais acquis définitivement et dépendent largement du rapport de force que peuvent imposer à la bourgeoisie la classe ouvrière et les opprimés grâce à leurs luttes. Une attaque contre un est une attaque contre tous ! C'est du devoir du mouvement ouvrier de mobiliser la puissance sociale du prolétariat, et de mobili-

ser autour de lui tous les opprimés, pour défendre les centres d'IVG contre la racaille raciste et fasciste et lutter pour le droit à l'avortement libre, gratuit, sans restriction et sans danger pour toutes (y compris mineures et immigrées), dans le cadre d'une lutte plus large pour un système de santé de qualité et gratuit pour tous.

### Aucune confiance dans l'Etat bourgeois pour écraser les fascistes !

Mais les directions réformistes du mouvement ouvrier, déjà scandaleusement absentes des mobilisations passées en faveur de l'avortement, ne bougent pas plus aujourd'hui le petit doigt. Pour le moment, en termes de riposte il n'y a eu que quelques manifestations confidentielles à l'appel de « comités de vigilance » qui réunissent des militants de la LCR, du mouvement anarchiste, des associations féministes, écologistes, etc. Ces mobilisations, où manque cruellement la force sociale de la classe ouvrière intégrée de ce pays, n'ont au fond pour objectif que de faire pression sur la « justice » bourgeoise pour protéger les cliniques. On peut ainsi lire dans Rouge (2 mars), à propos d'un procès intenté à Nantes à quelques nervis obscurantistes : « Un jugement que les parties civiles souhaitent ferme car l'enjeu d'une condamnation sans équivoque est bien que cesse ce type d'actions. » En fait, de procès en procès, les croisés antiavortements profitent d'une tribune pour leur propagande nauséabonde et s'en tirent avec de légères peines assorties de sursis. Ainsi cette soi-disant « justice » montre clairement son rôle dans ce domaine comme dans d'autres : la défense des intérêts de la bourgeoisie et de la famille, qui est un des piliers de sa domination de classe.

De la LCR à LO, la soi-disant « extrême gauche » peut bien se lamenter sur le sort actuel des femmes aussi bien en France qu'en Allemagne ou en Russie. Mais, après avoir soutenu la révolution islamique de Khomeiny en Iran (1978-79), elle s'est ralliée, pendant toute la Guerre froide antisoviétique, à des mouvements antifemmes qui, soutenus par les impérialistes, combattaient pour la restauration du capitalisme en URSS et dans les Etats ouvriers déformés et qui avaient le même programme que la racaille qui attaque aujourd'hui les cliniques d'avortement. Ainsi, pendant des années, tous ces pseudo-révolutionnaires ont soutenu Solidarność de Walesa qui roulait pour le Vatican et les impérialistes et qui, dès son arrivée au pouvoir, s'est brutalement attaqué aux travailleurs et aux femmes, et notamment au droit à l'avortement. Ils étaient aussi du côté de l'impérialisme contre l'intervention progressiste de l'URSS en Afghanistan, en 1979, qui combattait les mollahs qui voulaient enfermer les femmes dans le carcan du voile et leur interdire d'apprendre à lire et écrire. En URSS et en Europe de l'Est, les femmes sont les premières victimes de la restauration du capitalisme

Suite page 15



Dans la foulée de Mai 68, les luttes des femmes et de nombreux militants ouvriers ont arraché à la bourgeoisie le droit à l'avortement.

cherchons donc, à nouveau, un chef de service » (Que choisir ? Santé n° 32, juillet-août 1993). Récemment, l'hôpital de Nevers a dû fermer son service d'IVG faute de médecin voulant pratiquer cet acte médical. Rien d'étonnant quand on sait, d'après un sondage IFOP santé de 1990, qu'un médecin sur cinq est hostile à l'avortement. Ainsi, soutenue par l'atmosphère réactionnaire ambiante, la « clause de conscience » voulue par la loi Veil joue pleinement son rôle d'obstacle majeur au droit des femmes à se faire avorter dans des conditions qui ne mettent pas leur vie en danger. Les hôpitaux publics n'ayant pas bénéficié des moyens suffisants pour répondre à la demande, les deux tiers des avortements se font dans des cliniques privées (surtout en région parisienne), laissant la porte ouverte à une augmentation éhontée des tarifs demandés (qui vont jusqu'à tripler le prix normal d'une IVG). Rarement les centres d'IVG laissent aux femmes le choix de la technique d'avortement, aspiration ou recours à la RU-486 dont tous les hôpitaux ne sont pas pourvus. En fait, seulement 18 % des avortements se font grâce à cette technique. Très peu de centres laissent également le choix sur l'anesthésie, l'anesthésie générale (plus coûteuse) étant la plus souvent pratiquée.

Mais une conséquence dramatique de ce manque délibéré de moyens et de la toute puissance accordée hypocritement par la bourgeoisie au corps médical est le nombre croissant de femmes complètement exclues de ce droit. Le délai légal de dix semaines met à nouveau dans l'illégalité nombre de femmes, souvent dans des situations personnelles et sociales très critiques. En sont également de plus en plus souvent exclues celles que certains services hospitaliers se permettent d'appeler des « récidivistes » comme s'il s'agissait de criminelles. De même, bon nombre de centres d'IVG refusent de pratiquer l'avortement sur les mineures sans la présence de leurs parents (alors que la loi n'impose qu'une autorisation - ce qui d'ailleurs est déjà en soi un scandale). Plusieurs cas de refus sont également signalés par les centres du Planning familial concernant des femmes séropositives. Enfin, dans ce pays gangrené par la terreur et les discriminations racistes,

ces centres sont devenus la cible d'attaques de bandes de fanatiques intégristes chrétiens, inspirés directement par la haute hiérarchie catholique et liés aux fascistes. Le 22 janvier, une manifestation a réuni à Paris 10 000 de ces sinistres corbeaux, soutenus par la racaille fasciste de Le Pen, pour réclamer l'abolition de la loi Veil.

Depuis cinq ans, on peut dénombrer près d'une soixantaine d'attaques perpétrées par cette racaille obscurantiste se réclamant essentiellement de deux groupes : « SOS tout-petits », présidé par un professeur de médecine Xavier Dor, et « la Trêve de Dieu », créée après le passage du pape en 1988 par Claire Fontana, fille d'une des fondatrices du mouvement « Laissez-les vivre », proche du Front national et qui travaille aussi en liaison avec les milieux protestants intégristes associés au mouvement américain « Operation Rescue ». Ces commandos opèrent toujours selon le même scénario : ils surgissent brusquement dans les services d'IVG, s'enchaînent aux tables d'opération, destérilisent les instruments, débranchent les standards, fouillent dans les fichiers, hurlent et prient en brandissant des images truquées sanguinolentes de fœtus - tout cela afin de terroriser les femmes présentes et les équipes médicales. Depuis quelques mois, d'autres tactiques sont employées, en particulier des manifestations et des prières devant les centres d'IVG, avec autorisation gouvernementale et protection policière.

Même si ces actions s'en tiennent aujourd'hui à ces mises en scène hystériques sur fond de bondieuserie, le vrai programme de ces bigots « pro-vie » (par ailleurs fervents partisans de la peine de mort !) s'exprime dans toute son horreur aux Etats-Unis où déjà cinq personnes faisant partie d'équipes pratiquant des avortements sont tombées sous les balles des fanatiques ultraréactionnaires dont s'inspirent directement leurs congénères français. Une campagne de terrorisation qui a abouti aujourd'hui à priver les femmes américaines du droit à l'avortement dans plusieurs Etats.

Même si ces opérations de commando ne rassemblent à ce moment que quelques dizaines de bigots illuminés, ils n'en sont pas moins le fer de lance d'une

## Spartacist

édition française  
n° 28, hiver 94-95  
(10 francs)

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Ecrire au Bolchévick : B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10



# Réponse à des militants de gauche sud-africains

## A la traîne du nationalisme de l'ANC

L'article reproduit ci-dessous est traduit de *Workers Vanguard* n° 622 (5 mai), le journal de nos camarades de la Spartacist League/US.

Pendant les années 1980, l'explosion des luttes de masse des Noirs en Afrique du Sud, qui conduisit au développement d'un mouvement syndical puissant et combatif, avait ébranlé l'Etat de l'apartheid dans ses fondations mêmes. Pour tenter de restaurer l'ordre social, des secteurs décisifs de la classe dirigeante blanche et de leurs partenaires plus puissants de Washington et de Londres s'étaient convaincus de la nécessité de *coopter* au pouvoir la direction du Congrès national africain (ANC) et ses proches alliés du Parti communiste sud-africain (SACP). Au même moment, l'écroulement du bloc soviétique, avec la désintégration de la bureaucratie stalinienne sous le règne de Gorbatchev, privait l'ANC de son principal soutien international. En conséquence, Mandela et Cie négocièrent avec les « randlords » [les capitalistes sud-africains] et les impérialistes un accord de « partage du pouvoir » avec le Parti national (NP), le parti dirigeant de l'Etat de l'apartheid. Cela conduisit aux élections du printemps 1994, dont le résultat arrangé fut un cabinet de coalition, le « gouvernement d'unité nationale ».

Tout en s'opposant à l'accord de « partage du pouvoir » avec le NP, la plupart des groupes qui s'affirment de gauche en Afrique du Sud et au niveau international ont soutenu l'ANC dans les élections

1994). Dans le cas où le WLP se serait révélé ne pas être si populaire que cela, Workers Power s'était donc ménagé une porte de sortie.

Nous n'avons pas soutenu un autre petit groupe qui s'était présenté dans les élections de 1994, la Workers International to Rebuild the Fourth International, liée à la tendance basée en Grande-Bretagne et dirigée par Cliff Slaughter, en notant la stalinophobie virulente de sa profession de foi dans les élections, qui « fondamentalement accuse l'ANC d'apporter les goulags stalinien dans le veld [le territoire sud-africain] » (*Workers Vanguard* n° 602, 10 juin 1994).

### Démagogie nationaliste et confusionnisme

Depuis son arrivée aux affaires, le « gouvernement d'unité nationale » dirigé par l'ANC a brisé les grèves des travailleurs noirs et expulsé les squatters, tout en courtisant les investisseurs étrangers et en sollicitant la bénédiction du Fonds monétaire international. Ceux des groupes de gauche qui avaient soutenu l'ANC se trouvent maintenant dans une position extrêmement inconfortable. Un de ces groupes, surpris dans une position particulièrement compromettante, est le groupe sud-africain Comrades for a Workers Government (CWG). Pendant des mois, les CWG travaillèrent avec la WOSA dans sa campagne pour un « parti ouvrier de masse », mais à la veille du vote d'avril 94 ils proclamèrent tout d'un coup leur soutien aux nationalistes bourgeois de l'ANC !

ance tripartite » entre l'ANC, le COSATU et le SACP est un *front populaire nationaliste*, dans lequel les masses plébéiennes et le prolétariat noirs d'Afrique du Sud sont enchaînés à leurs exploitateurs.

C'est précisément le caractère front-populiste de l'« alliance tripartite » que les CWG – qui se réclament d'une orthodoxie trotskyste formelle – refusent de reconnaître. Pensez-ils que ce soit un hasard si Mandela a nommé l'ancien dirigeant du COSATU, Jay Naidoo, à la tête du « Programme de reconstruction et de développement », s'il a fait du patriarcat du communisme sud-africain Joe Slovo son ministre du Logement et s'il a nommé l'ex-chef des unités guérillistes du SACP Ronnie Kasrils ministre-adjoint de la Défense ? L'ANC utilise les ex-dirigeants du COSATU et du SACP devenus ministres pour désorienter, démobiliser et désarmer la classe ouvrière noire organisée. En votant pour l'ANC, les CWG ont déclaré qu'ils sont une critique de gauche loyal de ce front populaire nationaliste.

Fondamentalement, la polémique des CWG consiste en variations sur le thème du nationalisme sud-africain. Un thème majeur est de comparer favorablement l'ANC au Parti travailliste britannique : « L'alliance ANC-COSATU n'a peut-être pas le même arrière-plan historique que celle du Parti travailliste en Grande-Bretagne [...]. Mais le Parti travailliste britannique, malgré la Clause 4, n'est ni plus radical ni plus socialiste que l'ANC prétend l'être. En tout état de cause, le Parti travailliste a une beaucoup plus longue tradition de compromis de classe, et il a été le fer de lance d'attaques contre la classe ouvrière. »

« Workers Power vote régulièrement pour l'organisation proimpérialiste de A à Z qu'est le Parti travailliste britannique. De même, Workers Power appelle à donner un soutien électoral à d'autres partis impérialistes sociaux-démocrates en Europe de l'Ouest. »

La pose « anti-impérialiste », faite d'hostilité au travaillisme britannique et à la social-démocratie d'Europe occidentale, que prennent ici les CWG n'est que pure hypocrisie. Ce petit groupe sud-africain fait partie d'une tendance internationale dirigée par la Workers International League (WIL) britannique. Et la WIL est tout aussi fermement ancrée dans la gauche travailliste que Workers Power et appelle régulièrement à voter pour le Parti travailliste.

En fait, le soutien des CWG à l'ANC est la transposition à l'Afrique du Sud de la même *méthodologie opportuniste* qui conduit leurs camarades britanniques à voter invariablement pour les travaillistes : la peur d'aller à l'encontre de l'état d'esprit des masses. Dans leur déclaration de soutien critique à l'ANC, les CWG argumentaient qu'il s'agit de « la tactique correcte pour de petites organisations de militants qui veulent acquérir une audience auprès des masses » (*Qina Msebenzi*, avril 1994). Ils s'opposaient donc à la formation du WLP à cause du « danger de couper les liens avec les masses » qui soutiennent encore l'ANC. La dernière polémique des CWG insiste que « le WLP a reçu 4 000 voix, un chiffre dérisoire dans une élection à laquelle participaient plus de 20 millions de gens ». La logique de cet argument est que des petits groupes de propagande de gauche ne devraient jamais se présenter à une quelconque élection. Au lieu de cela, ils doivent jouer le rôle de groupes de pression sur les partis réformistes, nationalistes et bourgeois dominants. Pourquoi alors ne pas voter pour le Parti démocrate aux Etats-Unis ou pour les péronistes en

Argentine ?

Si la motivation subjective des centristes qui se mettent à la remorque du Parti travailliste en Grande-Bretagne et de l'ANC en Afrique du Sud est la même – suivre ce qui est populaire –, il y a une différence de classe entre ces types différents de formations politiques. Le Parti travailliste britannique est un parti ouvrier (bourgeois) réformiste, basé sur le mouvement ouvrier organisé mais dirigé par une bureaucratie procapitaliste. Les ouvriers britanniques considèrent le Parti travailliste comme leur parti de classe, opposé au Parti conservateur bourgeois. Par conséquent, c'est parfois une tactique correcte pour les révolutionnaires d'accorder un soutien électoral critique aux travaillistes ou à d'autres partis ouvriers réformistes, afin de dresser la base prolétarienne contre la direction bureaucratique. Mais ce qui, pour les révolutionnaires, est une tactique efficace dans certains cas est, pour des centristes comme la WIL ou Workers Power, un prétexte pour être un appendice « trotskyste » du Parti travailliste.

Mais l'ANC n'est pas un parti ouvrier réformiste. C'était un mouvement nationaliste petit-bourgeois prétendant représenter toutes les classes de la population non blanche opprimée. Quand de tels mouvements (par exemple le Front de libération nationale algérien) accèdent au pouvoir politique, ils peuvent utiliser le contrôle de l'appareil gouvernemental pour se livrer à l'exploitation capitaliste de leur propre peuple tout en restant subordonnés à l'impérialisme mondial. C'est ainsi que les cadres de l'ANC sont aujourd'hui recrutés en masse dans les échelons supérieurs des états-majors des grandes sociétés sud-africaines. Il est courant d'entendre des ouvriers noirs se plaindre que leurs anciens dirigeants se sont tous précipités vers l'« assiette au beurre ». A leur manière, les masses noires comprennent que l'ANC est devenu un parti bourgeois.

Et les CWG ? A la simple lecture de leur polémique contre notre organisation et Workers Power, on pourrait supposer qu'ils pensent que l'ANC est un parti ouvrier réformiste. En fait, dans le numéro d'avril 1994 de *Qina Msebenzi*, ils présentaient des positions totalement contradictoires sur la nature de classe de l'ANC. Dans une polémique contre la Militant Workers Tendency [MWT – à laquelle sont affiliées en France la Gauche révolutionnaire et les Jeunesses communistes révolutionnaires], qui préconise de transformer l'ANC en parti socialiste basé sur la classe ouvrière, ils déclarent que « l'ANC a cessé d'être un mouvement nationaliste petit-bourgeois révolutionnaire pour devenir (ou pour être très près de devenir) un parti nationaliste bourgeois ». Mais un autre article du même numéro (« Déclaration des CWG sur le Workers List Party ! ») argumente qu'il est correct de « soutenir temporairement la victoire électorale d'une organisation réformiste comme l'ANC ». Un troisième article appelle à « l'exclusion des éléments ouvertement bourgeois de l'ANC ». On peut donc présumer que les CWG veulent que l'ANC soit un parti nationaliste bourgeois avec seulement des éléments bourgeois déguisés et non déclarés.

Que se passe-t-il ? Les CWG sont-ils schizophrènes ? Y a-t-il des divergences internes qui sont reflétées par des lignes opposées dans leur presse ? C'est tout à fait possible étant donné leurs zigzags sur le « parti ouvrier de masse ». Il est assurément remarquable que quand les CWG polémiquent contre des groupes situés sur sa droite – le SACP et la



Der Spiegel

### L'accord De Klerk-Mandela : une trahison de la libération des Noirs

d'avril 1994, parce qu'il était impopulaire de ne pas le faire. En Afrique du Sud, une importante exception fut la Workers Organisation for Socialist Action (WOSA), dont le dirigeant le plus éminent est Neville Alexander. A la veille des élections, la WOSA constitua le Workers List Party (WLP) pour se présenter contre l'ANC. Bien que le programme du WLP n'allât pas au-delà des limites du réformisme de gauche, nous lui avons donné un soutien critique sur la base que « le WLP permet de tirer, de façon rudimentaire, une ligne de classe. Un vote pour cette organisation sera vu en Afrique du Sud comme un vote pour un parti ouvrier plutôt que pour l'ANC » (*Le Bolchévik* n° 128, avril 1994). Le groupe centriste britannique Workers Power [Pouvoir ouvrier en France] appela lui aussi, de façon équivoque, à un vote pour le WLP « dans la mesure où il a le soutien de secteurs des travailleurs les plus avancés et les plus déterminés » (*Workers Power*, avril

Dans le premier numéro de leur journal publié après les élections, les CWG engagèrent une polémique laborieuse et défensive sous le titre : « Pourquoi nous avons voté pour l'ANC – Pourquoi nous avons appelé à raser les foyers [zoulous] : réponse à la Spartacist League et à Workers Power » (*Qina Msebenzi*, mars-avril). Ils caressèrent simplement dans le sens du poil les travailleurs et les jeunes des townships liés à l'ANC soit directement soit par le truchement de la fédération syndicale COSATU (Congress of South African Trade Unions) et du SACP (dont la polémique des CWG ne fait bizarrement aucune mention). Ayant recours au double langage que requiert une politique de suivisme, ils argumentent que l'ANC « a un soutien prolétarien de masse » et donc que, du fait de leur « orientation tactique vers les masses à l'intérieur de l'ANC », ils ont appelé à voter pour cet instrument politique de la bourgeoisie noire embryonnaire ! L'« alli-

MWT - ils insistent sur le caractère nationaliste bourgeois de l'ANC. Mais quand ils sont confrontés à des groupes sur leur gauche - la WOSA (l'année dernière) et nous-mêmes -, ils présentent l'ANC comme si celui-ci était un parti ouvrier réformiste.

Les CWG prétendent que « Lénine préconisait un soutien critique pour les mouvements de libération nationale ainsi qu'un vote critique pour le Parti travailliste (PT) en Grande-Bretagne ». Pas du tout. Lénine donnait un soutien militaire et non politique aux mouvements de libération nationale qui combattaient les forces armées impérialistes; par exemple, il apporta son soutien à la rébellion irlandaise de 1916. De même, nous avons défendu les guérilleros de l'ANC contre l'armée sud-africaine, bien que les actions militaires de l'ANC aient été largement symboliques en termes d'impact. Dans les élections à la Douma tsariste ou dans les soviets de 1917, les bolchéviks n'ont jamais donné de soutien électoral à des partis nationalistes petits-bourgeois de l'empire tsariste (comme le Parti socialiste polonais de Pilsudski ou les dachnaks arméniens). Ils n'ont pas non plus donné de soutien électoral aux petits-bourgeois radicaux russes du Parti socialiste révolutionnaire.

Dans une autre variation sur leur capitulation devant le nationalisme, les CWG affirment: « Un autre exemple de l'étrange méthode de débat que nous trouvons chez les journalistes de la SL [Spartacist League] est qu'ils assimilent le soutien électoral au liquidationnisme et à l'entrisme. Qu'est-ce que la liquidation du Parti communiste chinois dans le Kuomintang a en commun avec la tactique d'un vote critique. »

On pourrait supposer, en lisant cela, que les CWG sont opposés par principe à l'entrisme dans l'ANC. Il n'en est rien. Une brochure publiée par leurs prédécesseurs déclare: « En même temps que nous pénétrons la base prolétarienne de l'alliance ANC-SACP dans ses structures des townships - et cela n'exclut pas la tactique de l'entrisme - nous devons concentrer nos forces à l'intérieur des syndicats » (South Africa at the Crossroads [1991]). Ici, le confusionnisme est parfaitement malhonnête - et ce n'est pas l'unique exemple dans la polémique des CWG.

Ils savent pertinemment que Lénine avait non seulement proposé que le Parti communiste britannique, un groupe de taille relativement réduite, donne un soutien électoral au Parti travailliste, mais il avait aussi suggéré que les communistes utilisent une tactique d'entrisme à l'intérieur de ce parti. Quand les staliniens citèrent cela comme un « précédent » pour justifier l'entrisme du PC chinois dans le Kuomintang, Trotsky répliqua: « L'analogie avec l'entrisme du Parti communiste britannique dans le Parti travailliste s'effondre d'elle-même. Le Parti travailliste britannique est prolétarien par sa composition, et les différenciations politiques s'y effectuent comparativement lentement. Le Kuomintang est un "parti" de différentes classes, et la différenciation politique entre elles s'effectue avec une extrême rapidité à cause de la révolution » (« Le Parti communiste et le Kuomintang », mai 1927 [traduit par nos soins]).

Quand il entreprit de construire la Quatrième Internationale, Trotsky ne préconisa jamais un vote pour des partis nationalistes bourgeois et petits-bourgeois, et encore moins l'entrisme dans de telles formations, même quand elles exerçaient une hégémonie politique sur le mouvement syndical (par exemple le Congrès national indien de Gandhi ou le Parti de la révolution mexicain de Lázaro Cárdenas).

Contrairement aux partis ouvriers réformistes, qui sont organisationnellement basés sur le prolétariat, les partis nationalistes bourgeois peuvent se retourner contre le mouvement ouvrier, qui les a auparavant aidés à conquérir et conserver le pouvoir, et le détruire. Ainsi, le régime du Parti révolutionnaire institu-

tionnel (PRI) au Mexique écrase impitoyablement toute tentative de former des syndicats indépendants du contrôle de l'Etat. Et nous commençons à voir des signes avant-coureurs du même phénomène en Afrique du Sud, sous le « gouvernement d'unité nationale ». Témoin la campagne de calomnies anticommunistes contre le Turning Wheel Workers Union, une scission combative du syndicat pro-ANC des chauffeurs de camion. Et maintenant une nouvelle loi draconienne, le Labour Relation Bill, va interdire les



L'année dernière, le gouvernement conduit par l'ANC a envoyé la police raciste contre les grévistes des supermarchés Pick 'n Pay, dont les propriétaires figurent parmi les principaux soutiens financiers de l'ANC.

grèves contre les mises à pied dans les « services essentiels » et les « services d'entretien » ainsi que dans le secteur public, va s'en prendre aux autres grèves avec « une commission de conciliation, médiation et arbitrage » et va autoriser les employeurs à lockouter les ouvriers.

### Le soutien des CWG aux pogromes anti-Zoulous

Les CWG n'ont pas seulement soutenu l'ANC contre le WLP dans les élections, ils ont aussi appelé l'ANC à prendre des mesures bonapartistes au nom de la lutte contre la réaction et le tribalisme zoulou. La première déclaration de soutien critique publiée dans Qina Msebenzi exigeait que l'ANC engage « une action décisive contre Buthelezi » (le dirigeant du mouvement tribaliste zoulou Inkatha, soutenu par le régime de l'apartheid, qui est maintenant ministre dans le « gouvernement d'unité nationale ») et appelait à « interdire les réactionnaires d'extrême droite ». Qui exactement engagera une telle « action décisive », qui appliquera cette « interdiction » ? Les CWG appellent ici l'armée et la police sud-africaines racistes à faire ce qu'ils demandent. Cela crée de dangereuses illusions. En outre, toute loi autorisant l'ANC à interdire des partis politiques et à réprimer ses opposants sera utilisée d'abord et avant tout contre la gauche et le mouvement syndical.

La question zoulou est au centre du nationalisme sud-africain des CWG. Et ici, ils falsifient plus d'une fois nos positions. Ainsi, la dernière polémique de Qina Msebenzi affirme: « La SL s'aligne politiquement avec la politique des bantoustans; avec la sécession pour le Natal - actuellement la principale revendication de l'Inkatha. » C'est un mensonge pur et simple. Dans la quatrième partie de notre article « South Africa Power Keg » [La poudre sud-africaine] (Workers Vanguard n° 606, 16 septembre 1994), nous déclarions avec la plus grande clarté: « Notre soutien pour le droit à l'autonomie régionale dans un futur Etat ouvrier sud-africain n'implique aucunement un soutien au séparatisme zoulou réactionnaire au Natal aujourd'hui. Dans le contexte actuel, nous nous opposerions à une tentative de sécession de l'Inkatha, qui serait sans aucun doute alliée à une révolte des Blancs d'extrême droite pour former un volkstaat d'irréductibles de l'apartheid. Mais les choses peuvent changer, et rapidement » (souligné dans l'original).

La tendance des CWG à soutenir le bonapartisme de l'ANC est encore plus claire dans leur appel à raser les foyers zoulous. Dans un exemple typique de falsifications et d'accusations mensongères de faire le jeu de l'impérialisme, Qina Msebenzi prétend que notre ligne sur le conflit ANC-Inkatha « retrouve les accents des stéréotypes grotesques de la CIA dépeignant l'ANC comme une organisation tribale xhosa ». En fait, la ligne des CWG sur l'ANC est bien plus compatible que la nôtre avec celle de la CIA. Le gouverne-

chassés dans les foyers par les attaques des « unités d'autodéfense ». Peter Moka-ba, alors dirigeant de la Ligue de jeunesse de l'ANC, a admis que certains membres des SDU « s'en prennent à des membres ordinaires de la communauté » (New York Times, 1<sup>er</sup> février 1994).

Des dirigeants modérés de l'ANC comme Sibeko et Mokaba veulent restaurer la paix sociale dans les townships et prêchent donc la « tolérance » entre partisans des parties en conflit. Les CWG, au contraire, font les yeux doux à la jeunesse plébéienne « combative » qui veut chasser les Zoulous des townships. C'est la même couche sociale à laquelle s'adresse Winnie Mandela. Beaucoup des jeunes « camarades » des townships sont certainement furieux de voir l'ANC se réconcilier avec les anciens maîtres de l'apartheid. Mais il y a aussi un grand nombre de chauvins xhosas et d'éléments criminels, appartenant au lumpenprolétariat, à qui une avant-garde prolétarienne devra imposer sa discipline et, si nécessaire, qu'elle devra combattre. Mais les soi-disant socialistes révolutionnaires et « internationalistes » des CWG se font les avocats de ceux qui menacent d'incendier les maisons de quiconque donne un abri à des travailleurs zoulous.

Tout en critiquant les affrontements intercommunautaires potentiels qu'il y a dans l'appel des CWG à « raser les foyers », nous avons appelé à des groupes de défense basés sur les syndicats. Au moment où éclata la « guerre du Reef » entre partisans de l'Inkatha et de l'ANC, nous écrivions déjà: « Ce qui est nécessaire, c'est la formation de groupes de défense ouvriers basés sur les syndicats et composés d'ouvriers conscients, zoulous, xhosas et membres d'autres groupes tribaux, ainsi que d'ouvriers métis, asiatiques et blancs antiracistes, pour réprimer à la fois les terroristes d'extrême droite et ceux qui fomentent de sanglantes guerres intercommunautaires » (Workers Vanguard n° 515, novembre 1990).

Les CWG lient leur démagogie anti-Zoulous à une démagogie anti-métis avec l'argument totalement bizarre que nous soutenons ou soutiendrons l'indépendance des métis de la province de Western Cape: « La prochaine étape doit logiquement être de soutenir le Liberation Movement métis raciste, qui menace d'une "résistance armée" si le Western Cape n'est pas rendu aux métis. » C'est faux. Contrairement aux Zoulous, un peuple pré-natal conquis et asservi par l'impérialisme britannique, les métis ne sont pas un groupe national mais une caste racialement définie qui s'est intégrée depuis des siècles dans l'économie politique sud-africaine. Un parti révolutionnaire doit sérieusement entreprendre de conquérir une base parmi les métis et contrer les tentatives de la classe dirigeante blanche de les utiliser comme machine de guerre contre la majorité des Africains noirs.

Les CWG amalgament les Zoulous et les métis parce qu'ils constituent les deux plus importants groupes non blancs où l'on trouve beaucoup de méfiance à l'égard du type de nationalisme sud-africain défendu par l'ANC. L'année dernière, Tokyo Sexwale, le dirigeant de l'ANC pour la province du Witwatersrand, s'est lancé dans une violente campagne de démagogie anti-métis sur la question de l'annulation des arriérés de loyer dans les townships métisses, une mesure que le gouvernement avait déjà acceptée de prendre dans les townships habitées par des Africains noirs, en expliquant qu'il avait envie de « vomir » quand « d'autres essaient d'utiliser [nos] légitimes revendications » (Cape Times, 19 septembre 1994). La démagogie anti-Zoulous et anti-métis des CWG n'est qu'un reflet « de gauche » du nationalisme sud-africain de l'ANC.

Les CWG semblent hantés par le spectre d'un éclatement de l'Etat sud-africain. Il n'y a rien de progressiste à préserver l'intégrité territoriale de l'Etat bourgeois sud-africain qui est, de plus  
Suite page 1

# La vérité sur Lutte ouvrière

Lutte ouvrière (LO), dont la candidature a été présentée comme la « candidature révolutionnaire » – comme les « trotskystes » – par les médias bourgeois lors des dernières élections présidentielles, a recueilli plus de 5% des voix au terme du premier tour. Forte de ce succès électoral, elle annonce maintenant « envisager les conditions de la création d'un bien plus grand parti que le nôtre, se plaçant résolument, et uniquement, sur le terrain de la défense politique des exploités » (*Lutte Ouvrière*, 28 avril). Nous, trotskystes, avons toujours insisté sur la nécessité vitale de construire un parti défendant réellement les intérêts de la classe ouvrière et des opprimés, trahis par leurs directions actuelles qui, avec leur politique de collaboration de classes, ne font que défendre l'« ordre » bourgeois. LO, au moyen de discours parfois combattifs aussi bien contre la droite que contre la « gauche », a pu s'attirer les voix et la sympathie de nombreux travailleurs et jeunes dégoûtés par 14 ans de mitterrandisme. Mais la question qui se pose

né. Comme les réformistes que fustigeaient Lénine et Trotsky pour séparer leur programme en deux (un « maximum » et un « minimum » – qui est en fait leur programme réel), LO réserve ses discours sur le « communisme » pour les jours de fête, chaque année à la Pentecôte en son château de Presles.

## Le réformisme en campagne

LO a centré sa campagne autour d'un « Plan d'urgence pour les travailleurs et les chômeurs » qui effectivement n'a rien de révolutionnaire. C'est un catalogue de vieilles recettes réformistes qui semblent puisées directement à la besace bien pleine du PCF d'il y a une dizaine d'années : « des mesures simples, claires, parfaitement réalisables »... dans le cadre du capitalisme. C'est le discours que LO a tenu à des millions de travailleurs dans cette campagne : « Eh bien, il faut cesser toutes les aides de l'Etat au patronat, aides directes ou indirectes [...]. Si on cesse tout cela, le budget de l'Etat comme celui de la

sérieuse se heurte aux tendances destructrices et dégradantes du capitalisme, un capitalisme qui ne peut satisfaire les besoins les plus élémentaires des travailleurs. C'est pourquoi le *Programme de transition* (adopté par la Quatrième Internationale de Trotsky lors de sa fondation et sur lequel nous seuls continuons à nous battre) insiste que « la tâche stratégique de la Quatrième Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. »

Ainsi, lors de la dernière grève dans le bastion industriel qu'est Renault-Flins (avec sa puissante composante immigrée), LO n'offrait pas d'autre perspective que de faire pression sur l'« intersyndicale » bureaucratique. Au contraire, nous avons souligné qu'arracher les 1 500 francs nécessitait qu'un comité de grève de toute l'usine, élu et révocable, étende la grève avec des piquets de masse et des délégations aux autres usines. Une telle lutte s'affronterait à la politique réactionnaire de toute la bourgeoisie. C'est pourquoi nous avons insisté que cette grève devait « déclencher une offensive ouvrière anti-capitaliste » (*le Bolchévick* n° 132, mars-avril). Comme nous l'avons aussi expliqué dans le tract que nous avons distribué sur Renault, pour vaincre, une telle offensive, posant la question de qui est le maître dans le pays (le prolétariat ou la bourgeoisie), a besoin d'une direction révolutionnaire qui se batte sur un ensemble de revendications transitoires (avec des revendications comme les échelles mobiles des salaires et des heures de travail liées à la lutte pour défendre les immigrés) afin de jeter un pont entre les luttes actuelles et la lutte pour la révolution. Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout ! Gouvernement ouvrier ! Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe !

## LO et la terreur raciste

Depuis sa refondation (il y a 30 ans), LO justifie qu'elle se désintéresse de tout ce qui ne concerne pas « l'ouvrier dans sa boîte » – et en général son refus de se battre sur le *Programme de transition* – par le fait qu'elle est trop petite. Avec le même argument ouvriériste, LO a justifié sa position ouvertement anti-internationaliste qu'il fallait commencer par « construire le parti révolutionnaire en France ». (Comme si le programme révolutionnaire, les tâches et les besoins objectifs des travailleurs et des opprimés dépendaient de la taille de l'organisation révolutionnaire !) Aujourd'hui, manifestement enhardi par son score électoral, LO prétend se départir de son étroitesse économiste pour envisager, dans un futur encore indéterminé, de construire un parti ouvrier qui « devrait [sic] agir dans tous les domaines de la vie sociale, s'adresser à toutes les couches de la population » (*Lutte Ouvrière*, 12 mai). Et la campagne présidentielle a été effectivement l'occasion pour LO de commencer à développer quelques (rares) arguments en faveur du droit de vote aux immigrés et de cortèges dans les dernières manifestations antiracistes. Dans ces manifestations, LO s'est retrouvée à la traîne de forces libérales et social-démocrates auxquelles elle est incapable d'opposer une perspective prolétarienne de lutte contre la ségrégation et la terreur racistes, basée sur la puissance sociale de la classe ouvrière. En 1985 déjà, quand LO avait participé aux manifestations de SOS-Racisme, ses militants y arboraient le badge « Touche pas à mon pote », et elle se déclarait « solidaire du combat antiraciste » de cette officine mitterrandienne corrompue (*Lutte de classe* n° 117, avril 1985).

Jusqu'alors, cependant, LO s'est princi-

palement « illustrée » par une insensibilité à l'oppression raciste. Cette scandaleuse insensibilité, doublée d'une repoussante étroitesse nationale, s'est clairement vue pendant la Guerre d'Algérie, quand l'impérialisme français raciste était à l'œuvre pour écraser dans le sang le peuple algérien en lutte pour sa libération nationale. Son ancêtre Voix ouvrière n'a jamais appelé à la défaite de son propre impérialisme en Algérie et à la victoire des combattants pour l'indépendance. Au contraire, elle a axé toute sa propagande sur « la guerre qui nous coûte cher » : « Nous ne paierons pas la guerre d'Algérie » (éditorial du 24 avril 1957).

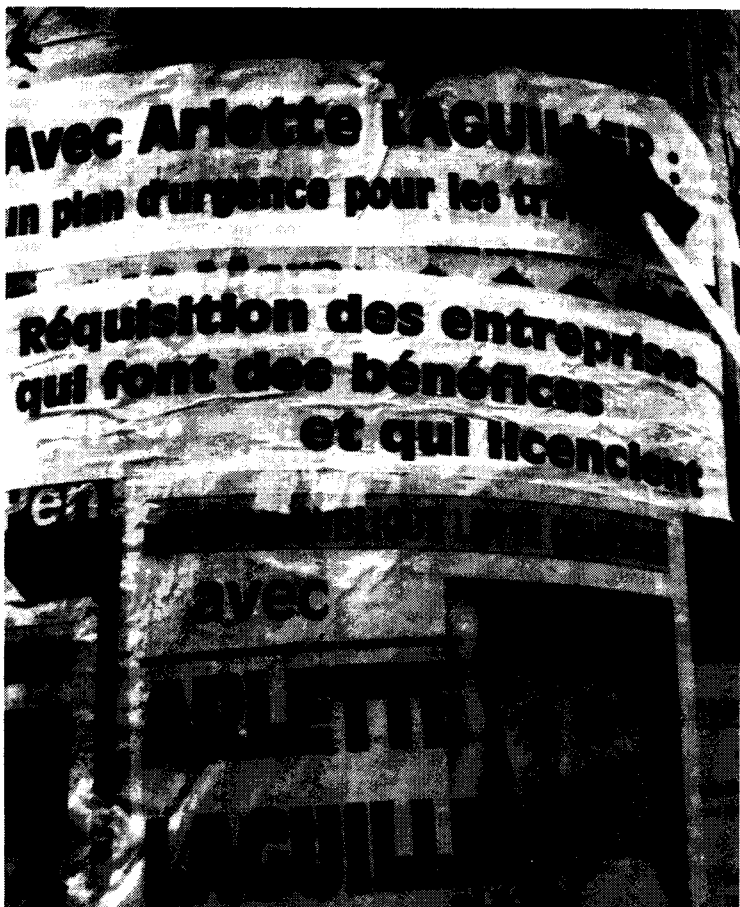
La vérité n'est pas que LO, trop petite, s'est abstenue sur les questions coloniales et racistes – ce qui est déjà en soi horrible pour quiconque se dit communiste ; elle a développé un autre programme. Ces dernières années, son insensibilité a même dégénéré en totale capitulation devant l'offensive raciste de sa propre bourgeoisie. Ainsi, dernièrement, quand le gouvernement a exclu des établissements publics des jeunes filles portant le voile islamique, elle a été jusqu'à organiser à Lille, le 3 octobre dernier, une manifestation contre les lycéens en grève pour empêcher ces exclusions !

Au contraire, nous avons mis en avant, tout en dénonçant l'islamisme réactionnaire et antifemmes, l'urgence de se mobiliser contre ces exclusions racistes. La lutte contre l'oppression que subissent les femmes et jeunes filles d'origine maghrébine ou turque est indissolublement liée à la lutte pour des actions ouvrières/immigrées contre la terreur et les discriminations racistes. Dans ce pays gangrené par le racisme, un programme unifiant politiquement et mobilisant les travailleurs, immigrés et français, sur la question de la défense des immigrés et de leurs enfants, est crucial : contre la chasse aux « clandestins » et les expulsions ; contre le « Code de la nationalité » et autres lois racistes ; pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles ; pour des groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines. C'est sur ce programme que nous luttons sans relâche ; par exemple, en avril 1993, après le crime commis dans un commissariat du XVIII<sup>e</sup> arrondissement parisien, où Makome M'Bowole avait été tué d'une balle en pleine tête par un flic, nous montrions ainsi la voie de la riposte dans le tract que nous avons distribué à plusieurs milliers d'exemplaires : « Ce jour-là, les travailleurs de Paris et de toute la région en grève devront converger vers le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour faire régner l'ordre prolétarien antiraciste [...]. 200 000 ouvriers mobilisés en défense des immigrés et de leurs enfants repousseront les fascistes dans leurs égouts et donneront à réfléchir aux flics et au gouvernement » (*le Bolchévick* n° 124, juillet-août 1993).

Ce que nous voulons construire, c'est un parti qui rassemblera derrière la classe ouvrière tous les opprimés, un parti tribun du peuple sur le modèle du parti de Lénine : « La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tout abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes ; à réagir justement du point de vue social-démocrate [à l'époque, marxiste révolutionnaire] » (*Que faire ?*)

## LO et la lutte contre le fascisme

Au moment où les nervis antiouvriers et anti-immigrés du Front national (FN) ont profité de la tribune électorale pour encore renforcer leurs rangs, il est plus que jamais nécessaire d'avancer un pro-



Lutte de classe

Quand le réformisme de LO s'affiche.

aujourd'hui à ces travailleurs et jeunes est : quel parti pour quel programme ?

« Il n'est donc pas question, pour les militants de Lutte ouvrière, de renoncer aux choix qui sont les leurs, à la défense des idées communistes révolutionnaires » (*Lutte Ouvrière*, 12 mai). Voilà de bien bonnes paroles. Mais qu'en est-il dans les faits, et notamment dans le programme qu'elle a défendu pendant la campagne électorale ? Laguiller répond elle-même quand elle s'adresse à ses électeurs potentiels : « Je ne vous demande pas de voter pour un programme communiste. Je ne vous demande pas de voter pour moi parce que je suis une communiste révolutionnaire » (Supplément à *Lutte de classe* n° 13, mai). Voilà qui a au moins le mérite de la franchise – opportuniste ! Au contraire, pour nous comme pour l'Internationale communiste (IC) de Lénine et Trotsky, « la campagne électorale elle-même doit être menée, non dans le sens de l'obtention du maximum de mandats parlementaires, mais dans celui de la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la révolution prolétarienne » (Thèse du II<sup>e</sup> congrès de l'IC « Le Parti communiste et le parlementarisme »). Dans les faits, pas plus dans les élections que dans les grèves et autres mobilisations, LO n'avance le programme de la révolution prolétarienne. Pour elle, le remplacement du capitalisme par le socialisme, c'est pour un avenir indétermi-

Sécurité sociale pourront redevenir équilibrés. Et avec cet argent, l'Etat peut et doit créer directement des emplois [...]. Il faut que l'Etat investisse lui-même dans des travaux d'aménagement des banlieues et dans la construction de transports urbains [...]. C'est un tel plan que je vous demande d'approuver par votre vote. Si nous sommes des millions à l'approuver, nous aurons alors les moyens de contraindre celui qui sera élu, quel qu'il soit, à le réaliser » (Supplément à *Lutte de classe*, mai). Laguiller se gargarise du « troisième tour social » mais c'est pour utiliser les mobilisations ouvrières comme pression pour pousser le candidat de la bourgeoisie (« celui qui sera élu ») à mettre en œuvre un capitalisme plus humain (moins de chômage, plus d'écoles, moins de bombes, etc.) : une supercherie qui ne fait que détourner la classe ouvrière de son nécessaire combat pour la conquête du pouvoir.

L'Etat actuel que LO se propose de mettre au service des travailleurs n'est pas neutre : il est bourgeois. Comme l'expliquait Lénine, « l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre ». Contrairement à ce que prétendent les réformistes en appelant à « changer de politique » sans renverser l'Etat bourgeois, il ne pourra jamais défendre, de près ou de loin, les intérêts des travailleurs. A l'époque de la décadence impérialiste, chaque revendication



gramme résolu pour défendre les immigrés et leurs enfants et pour mobiliser la puissance de la classe ouvrière pour écraser les fascistes avant qu'il soit trop tard. Après des années à avoir sous-estimé le danger du FN et même avoir nié que le FN soit fasciste, justifiant ainsi son refus d'avancer un programme de lutte contre les fascistes (lire par exemple *Lutte de classe* n° 51, décembre 1992-janvier 1993), LO parle de combattre l'extrême droite.

L'argument central de la politique de LO vis-à-vis des « idées de haine et réactionnaires » du FN est clairement illustré dans un récent tract non daté, intitulé « Le parti qu'il faudrait aux exploités » : « Pour lutter efficacement contre ces idées, il faut s'en prendre aux causes qui sont la crise et le chômage. Il faut faire reculer la misère par l'embauche et l'augmentation du niveau de vie. Seules des mesures énergiques, d'urgence en faveur de la classe ouvrière peuvent supprimer le chômage et la misère qui nourrissent ces idées. » Restreindre le programme fasciste à de « mauvaises idées » nie – et c'est bien pratique – que ce sont des actes visant à écraser le mouvement ouvrier organisé et à faire régner la terreur fasciste contre les immigrés. Une terreur présente tout au long de la « campagne électorale » du FN – du meurtre d'Ibrahim Ali à celui de Brahim Bouraam. Comme tous les réformistes, LO part du fait (réel) que le fascisme est un produit du capitalisme pour en conclure (faussement) que la lutte économique suffit. Trotsky a déjà répondu à des arguments semblables, contre le chef du PCF d'alors Thorez qui, refusant de mobiliser pour écraser les fascistes, prétendait que la lutte économique les ferait disparaître : « Hélas ! dans ces lignes, toute la perspective de la lutte prochaine est complètement défigurée, les relations réelles sont mises la tête en bas [...]. Si la riposte des ouvriers à l'offensive du capital se renforce demain, si les grèves deviennent plus fréquentes et plus importantes, le fascisme, à l'encontre des paroles de Thorez, ne disparaîtra pas, mais au contraire grandira deux fois plus [...]. Il est nécessaire au prolétariat de riposter s'il ne veut pas être écrasé. Mais alors aucune illusion réformiste et pacifiste n'est admissible. La lutte sera féroce » (Encore une fois, où va la France ?)

En fait, tant la lutte strictement économique (qui reste sur le terrain du capitalisme) que les « plans d'urgence » et autres programmes réformistes, qui ne font que rafistoler le capitalisme et montrer l'impuissance du mouvement ouvrier, ne peuvent que gonfler les voiles des fascistes. C'est pourquoi la lutte contre le fascisme est intimement liée à la lutte pour la révolution socialiste.

### LO et la « gauche »

Les attaques que LO a portées aussi bien à la droite qu'à la « gauche » lui ont certainement valu d'attirer dans la dernière campagne les voix de nombreux travailleurs. En des termes qui rappellent les critiques que les trotskystes portent à la politique front-populiste de collaboration de classes, Laguiller expliquait même, avant le premier tour : « Après 1981, les dirigeants socialistes, appuyés pendant trois ans par le Parti communiste, ont alors fait pire que de ne pas organiser la résistance des travailleurs aux attaques patronales. Ils ont utilisé le crédit qu'ils avaient parmi les travailleurs pour les désarmer, pour les ligoter face aux attaques [...]. Voilà comment ils ont démoralisé la classe ouvrière et comment ils l'ont laissée sans objectifs revendicatifs, sans programme, c'est-à-dire sans espoir » (Supplément à *Lutte de classe*, mai).

Mais le premier tour étant passé et une possibilité que Jospin soit élu étant apparue, LO a mis de l'eau dans le vin de son « opposition » : « Nous ne voulons pas empêcher les travailleurs et l'électorat de gauche de voter pour Lionel Jospin et nous ne ferons rien pour cela. Nous n'appellerons donc pas à l'abstention, mais nous

# Pourquoi j'ai quitté Lutte ouvrière

Militante depuis plus d'un an au sein de Lutte ouvrière, je masquais mes désaccords politiques par le profond respect que je vouais à mon organisation. Mais les problèmes allant en s'accroissant, je me tournais alors vers d'autres organisations. La Ligue trotskyste de France fut la seule à apporter les véritables réponses à mes questions, la seule qui m'apprit ce que voulait réellement dire communisme, lutte de classe, parti tribun du peuple.

En conséquence je quitte Lutte ouvrière parce qu'elle a toujours été profondément insensible aux oppressions spécifiques : des immigrés, des femmes, des homosexuels, des jeunes... Que cela l'a amenée à nier le caractère raciste de la circulaire Bayrou et des exclusions des jeunes filles voilées qui en découlaient. De plus, lors de l'assassinat de jeunes Noirs ou Maghrébins par des flics, appareil de répression de l'Etat bourgeois, LO n'a non seulement rien fait mais a également applaudi cette racaille en uniforme qui « débarasse la classe ouvrière de ces parasites » (sorti de la bouche de mon contacteur). LO en est même à dénoncer le laxisme des sales flics face aux dealers (*Lutte*

*Ouvrière* n° 1369, page 15). D'ailleurs est-ce si étonnant quand on sait que durant la Guerre d'Algérie, VO [Voix ouvrière] l'ancêtre de Lutte ouvrière, ne se battait ni pour la défaite de son propre impérialisme, ni pour la victoire des indépendantistes algériens pour une raison particulièrement révélatrice : « Le prolétariat français n'a aucun intérêt à la poursuite de cette guerre qui d'une part ruine le pays et de l'autre aboutit à priver l'économie française des ressources algériennes » (*Lutte de classe* n° 2, décembre 1956). S'inquiéter des intérêts des impérialistes, voilà une ligne abjecte que LO continuera de poursuivre.

Je quitte également Lutte ouvrière parce qu'elle a toujours utilisé la collaboration de classes et le front-populisme lorsqu'en 1981 elle appela à voter Mitterrand « sans illusion mais sans réserve », lorsqu'en 1979 elle condamna l'intervention soviétique en Afghanistan allant même jusqu'à comparer l'Armée rouge à une vulgaire armée impérialiste et prenant ainsi le relais de la campagne antisoviétique de la bourgeoisie. Mais comme l'écrivait Trotsky, ceux qui ne veulent pas défendre les positions déjà acquises ne seront jamais capables

d'en conquérir de nouvelles. Lutte ouvrière n'a jamais su défendre l'URSS, n'a jamais voulu comprendre l'immense progrès social qu'elle représentait et c'est aussi pour cela que je quitte LO.

Lutte ouvrière n'est pas le parti révolutionnaire qui conduira les travailleurs à leur émancipation, à la révolution. Bien au contraire ! J'en appelle à tous les militants de Lutte ouvrière pour lesquels le communisme n'est pas cette politique monstrueuse et suicidaire, pour lesquels un parti tribun du peuple ne signifie pas rester insensible aux oppressions racistes et sexistes de la bourgeoisie et se leurrer sur le manque de fermeté des flics vis-à-vis des délinquants. Quittez Lutte ouvrière avant qu'il ne soit trop tard.

- Quittez Lutte ouvrière !  
- Vous n'avez que des illusions à perdre mais un monde à gagner !

Je déclare être en accord avec le programme de la Ligue trotskyste de France ; je m'engage à respecter sa discipline. Je demande mon adhésion à la Ligue communiste internationale.

Le 24 janvier 1995, Angélique S.

n'appellerons pas, non plus, à voter Lionel Jospin, qui est, comme Chirac, un représentant du patronat, même s'il en est un représentant plus hypocrite que Chirac, qui l'est ouvertement » (*Lutte Ouvrière*, 28 avril). Et LO a même tenu à rappeler – entre les deux tours ! – ce qu'elle cache soigneusement depuis des années : son appel à voter Mitterrand en 1981 (*Lutte Ouvrière*, 28 avril).

L'attitude de LO vis-à-vis du front populaire fluctue de façon totalement opportuniste en fonction de l'« état d'esprit » des travailleurs – c'est-à-dire de la pression politique exercée par les directions réformistes. Quand la pression politique était forte, en 1981, LO a appelé à voter Mitterrand « sans illusion

pouvoir en 1981, LO partage (à son petit niveau) la responsabilité pour la politique antiouvrière, anti-immigrée et anti-soviétique que la « gauche » a appliquée. Notre opposition aux gouvernements de Mitterrand comme à tous les autres fronts populaires est une opposition de principe. Les fronts populaires, qui enchaînent les travailleurs au char de la bourgeoisie et font ainsi le lit de la réaction, sont – selon les termes mêmes de Trotsky dans le *Programme de transition* – le dernier recours de l'impérialisme (avec le fascisme) dans la lutte contre la révolution prolétarienne. C'est pourquoi nous menons un combat inlassable et intransigeant pour l'indépendance de classe du prolétariat, indispensable pour

ouvrière n'intervient pas pour l'arrêter, ce front populaire-ci ne fera pas exception [...]. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une « austérité de gauche » en serrant les dents, soumis au chantage de la perspective du retour de la droite au pouvoir. L'issue est dans la mobilisation des travailleurs indépendamment du front populaire, ou plus exactement contre le front populaire [...]. Mitterrand doit être renversé – non par les réactionnaires – mais par un gouvernement ouvrier ! »

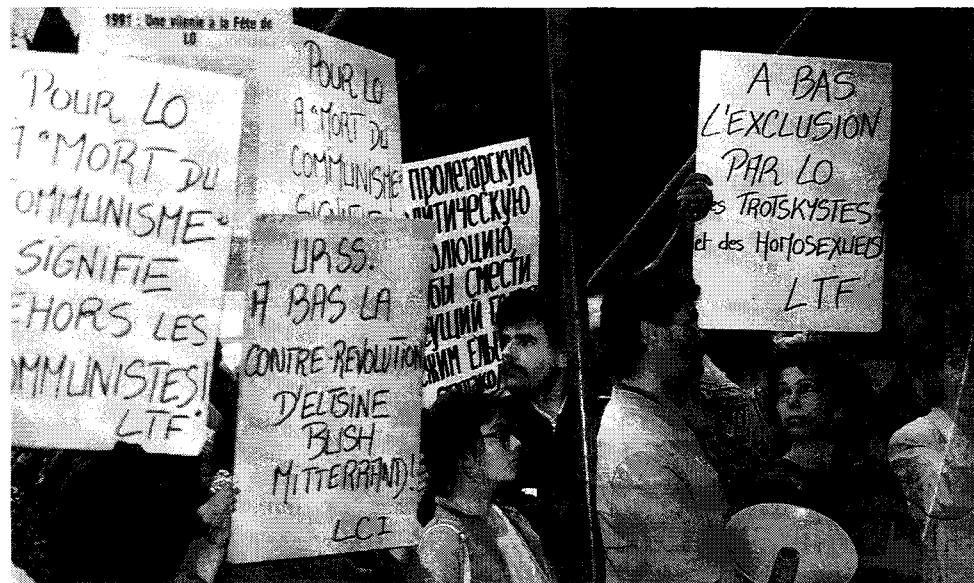
### LO et la question russe

C'est le vent de la guerre froide qui a poussé LO, comme les autres organisations d'« extrême gauche », à droite. Un des aspects de la mise en place de la coalition de collaboration de classes de 1981 (complètement escamoté par LO) est l'antisoviétisme de cette coalition derrière Mitterrand. L'impérialisme s'est lancé à l'assaut de cet acquis colossal de la classe ouvrière au niveau mondial qu'était l'Etat ouvrier soviétique, même bureaucratiquement dégénéré. L'antisoviétisme virulent du « socialiste » de guerre froide Mitterrand lui avait valu le soutien ou la neutralité (Chirac) d'une partie de la bourgeoisie française.

Ce que nous, trotskystes, appelons la question russe a été longtemps et reste une ligne de partage entre les révolutionnaires et les réformistes/centristes. Comme aimait à le dire le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon, quiconque touche la question russe touche la question de la révolution. Nous avons défendu militairement et inconditionnellement l'URSS contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste et avons avancé comme perspective une révolution politique prolétarienne pour refaire de l'URSS le bastion de démocratie ouvrière et de révolution mondiale qu'elle avait été sous Lénine et Trotsky.

Quand l'Armée rouge est intervenue en Afghanistan en 1979 contre les réactionnaires islamistes, LO a honteusement condamné cette intervention, en la comparant à celle de l'impérialisme français en Algérie. Or, cette intervention représentait un acte de défense de l'URSS contre des forces soutenues par les impérialistes. De plus, l'Armée rouge luttait contre les soi-disant « combattants de la liberté » pro-occidentaux dont la victoire a signifié une dictature obscurantiste semi-féodale qui écrase les femmes. A l'époque, LO, aujourd'hui soi-disant

Suite page 11



En 1992, LO excluait de sa « Fête » les homosexuels et les trotskystes. Ci-dessus, manifestation dans le parc de Presles contre cette exclusion.

mais sans réserve ». Quand les illusions des travailleurs se sont passablement envolées sous la dure réalité du front populaire, en 1988 LO n'a pas apporté son soutien à Mitterrand. Néanmoins, au moment du référendum sur Maastricht, alors qu'une victoire du non aurait fortement compromis la survie du régime de Mitterrand discrédité, LO a aidé à lui sauver la mise en décidant d'appeler à l'abstention. Aujourd'hui que les directions réformistes œuvrent à un nouveau front populaire, LO envoie un message à ces directions, et surtout au PCF (vers lequel LO lorgne) : nous l'avons fait en 1981 ; nous ne sommes pas des anti-front-populistes ; nous faisons partie de la famille de la gauche.

Ayant aidé à mettre Mitterrand au

le conduire à l'instauration de son pouvoir. Comme le soulignait Trotsky, « en réalité, à notre époque, le front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre menchévisme et bolchévisme » (« Le RSAP et la Quatrième Internationale », *Œuvres*, tome 10). C'est cette opposition de principe au front populaire qui nous a conduits à refuser d'appeler à voter Mitterrand en 1981 et 1988, et Jospin et Hue en 1995. Au lendemain du 10 mai 1981, nous écrivions dans le *Bolchévick* (n° 26, juin 1981) : « De l'Espagne de 36 au Chili de 73, le front populaire a démobilisé les travailleurs et les a désarmés face à la réaction, tout cela au nom de creuses promesses de réforme sociale. Si la classe



# Spartacus!

Jeunesse spartaciste

## Les flics ? Chiens de garde du capital !

Nous reproduisons ci-dessous la lettre des Comités d'action révolutionnaires lycéens (CARL), suivie de notre réponse. La lettre des camarades des CARL fait suite à notre article « A bas la circulaire raciste de Bayrou ! » paru dans le Bolchévik n° 131.

\*\*\*\*\*

Dans votre n° 131, vous insultez les policiers mais vous vous trompez de cibles, les policiers ne sont pas tous racistes et antiouvriers (les CRS si !), en effet, ils ne font qu'obéir aux ordres de la dictature capitaliste relayée par les préfets de tous les départements de France.

Il ne faut pas confondre les décideurs et les exécutants, un ouvrier travaillant dans une usine d'armement est-il responsable des morts qu'engendrera sa production ?

\*\*\*\*\*

**Réponse de Spartacus ! :** Les CRS diffèrent des autres policiers dans la mesure où ils constituent, au sein des forces de répression, un corps spécialisé - tout comme d'ailleurs les gendarmes mobiles (qui sont des militaires) - dans les missions de maintien de l'« ordre », cantonnés et plus coupés du reste de la population que les autres flics. Mais CRS et police urbaine, en tant qu'organes de répression au service de l'Etat bourgeois, sont tout autant des ennemis mortels des travailleurs, des immigrés, des jeunes ou des homosexuels. (Il y a d'ailleurs une grande mobilité entre les deux corps, la quasi-totalité des flics nommés en première affectation dans les CRS poursuivant rapidement leur carrière dans la police urbaine.)

Nous ferions un amalgame « insultant » pour la police, disent les CARL. Voyons donc brièvement ce qu'il en est de l'« honneur » de cette police (y compris non CRS). Commençons par rappeler que pendant la Deuxième Guerre mondiale, c'est la police de Paris qui a commis la rafle du Vel d'Hiv et déporté dans les camps de la mort nazis les Juifs,

les communistes, les homosexuels, les Tziganes...

En octobre 1961, pendant la Guerre d'Algérie, ce ne sont pas seulement les CRS mais aussi la police de Paris (ils étaient 7 000 aux côtés de 1 400 CRS et gardes mobiles) qui ont massacré des centaines d'Algériens qui manifestaient pacifiquement contre l'impérialisme français pour l'indépendance de l'Algérie (lire le Bolchévik n° 114, octobre-novembre 1991). Ce fut une véritable chasse à l'« Arabe », et pour ceux qui ne réussirent pas à échapper aux flics, une corde à un arbre ou la Seine fut leur dernière destination.

En mai 1968, le détonateur de la grève générale fut la grève ouvrière en protestation contre les violences des CRS et autres flics envers la jeunesse. Et si, alors, de Gaulle satisfait rapidement une revendication salariale de toute la police - qui demandait de l'argent pour service rendu -, ce fut pour s'assurer que le travail de répression serait « bien » fait.

La plupart de ce que les réformistes dénoncent comme des « bavures » - mais qui sont en fait le fonctionnement normal d'une police bourgeoise - ne sont pas seulement l'œuvre de CRS.

Le 26 mai 1991, à Mantes, ce sont des « gardiens de la paix » de la police urbaine qui arrêtent, tabassent et jettent au cachot Aïssa Ichih, 19 ans (*le Monde*, 9-10 juin 1991). Il succombera, le 27 mai, dans le commissariat, à la suite d'une crise d'asthme, parce que ces mêmes flics avaient refusé le droit à ses parents de lui faire parvenir ses médicaments.

Le 9 juin 1991, toujours à Mantes, où la jeunesse a eu le « tort » de se soulever contre l'« ordre raciste », un autre « gardien de la paix » tue d'une balle dans la tête Youssef Khaïf, 23 ans (*le Monde*, 17 juin 1991).

En 1993, après les élections législatives, c'est dans un commissariat que le jeune Zaïrois, Makome M'Bowole est exécuté d'une balle en pleine tête par

l'inspecteur de police. A la suite de ce crime, les jeunes se sont révoltés dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris qui a été assiégé par les flics. Et là, les crimes se succèdent : dans la nuit du 6 au 7 avril, Pascal Taïs, un jeune homme d'origine maghrébine, malade du SIDA, est jeté dans une cellule où il est retrouvé mort au petit matin avec deux côtes fracturées, un lobe du poumon perforé et la rate

vrier, devenu policier au service de l'Etat capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier » (« La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », *Comment vaincre le fascisme*). Quiconque décide de devenir flic décide effectivement de faire le sale boulot de la classe dirigeante : attaquer les piquets de grève, terroriser les immigrés et leurs enfants, réprimer les militants ouvriers, etc.



Grégire Korganof

Paris, 1993, manifestation dans le XVIII<sup>e</sup> : flics en civil et CRS en action !

éclatée. Nous arrêterons ici la liste interminable et nauséabonde de ces crimes policiers racistes.

Les immigrés et leurs enfants savent, eux, ce que signifie un flic. Et quand ils rencontrent un uniforme bleu, ils savent bien qu'ils sont à la merci d'une nouvelle provocation policière, sans se préoccuper de savoir si l'uniforme porte l'écusson des CRS ou tout autre insigne !

Finalement, comprendre ce que représentent les flics ramène à la question centrale de l'Etat bourgeois et de la révolution. Affirmer, comme le font les CARL, qu'il existe des « bons » et des « mauvais » flics revient à dire que l'Etat bourgeois peut être réformé au profit de la classe ouvrière. Toute l'histoire du mouvement ouvrier montre combien le réformisme est une dangereuse impasse. Les camarades insistent sur la différence entre « décideurs » et « exécutants ». La bourgeoisie a le pouvoir économique et politique, et le gouvernement est son conseil d'administration. Mais pour maintenir sa domination de classe (dans ce système où une minorité, qui possède les moyens de production, exploite la majorité), c'est une question de vie ou de mort pour elle d'avoir à son entière dévotion un corps de nervis (légaux) appointés, particulièrement dressés et spécialement entraînés dans la lutte contre la masse des travailleurs et des opprimés. Comment oser comparer, comme le font les CARL, ces chiens de garde du capital avec le prolétariat (même travaillant dans l'industrie de l'armement !) qui, de par sa place dans la production, « seul est une classe vraiment révolutionnaire » qui en s'émancipant émancipera toute l'humanité (Marx-Engels, *Manifeste du Parti communiste*) ? ! Comme le disait Trotsky, « l'ou-

Pour Marx et Engels, et pour leurs continuateurs révolutionnaires, l'Etat, qui « apparaît là et au moment où se manifeste la division de la société en classes, quand apparaissent exploités et exploités » (Lénine, « De l'Etat »), n'est en définitive qu'une bande d'hommes armés défendant une forme déterminée de propriété. Ce que reconnaît, à sa façon, le préfet de police chargé de la répression en Mai 68, Maurice Grimaud, quand il déclara : « Si la police flanche, c'est l'Etat qui s'effondre » (*En Mai, fais ce qu'il te plaît*). Pour expropriar la bourgeoisie, il faudra briser sa résistance - il faudra balayer sa police, dans son entièreté. C'est d'ailleurs une différence avec l'armée. Dans une situation de type révolutionnaire, scissionner l'armée d'avec sa hiérarchie et organiser des conseils de soldats devient non seulement possible mais une question de vie ou de mort pour la victoire de la révolution.

Dans *l'Etat et la Révolution* (un ouvrage majeur écrit en pleine Révolution russe), Lénine a exposé la conception fondamentalement marxiste de l'Etat et tracé le combat qui reste valable pour ceux qui aujourd'hui se veulent sincèrement des révolutionnaires : « La classe ouvrière ne peut pas s'emparer simplement de la machine gouvernementale toute faite et la mettre en mouvement pour ses propres fins ». L'émancipation du prolétariat est impossible « sans la suppression de l'appareil du pouvoir d'Etat qui a été créé par la classe dominante ». A l'Etat capitaliste - « ce "pouvoir spécial de répression" exercé contre le prolétariat par la bourgeoisie [...] doit se substituer un "pouvoir spécial de répression" exercé contre la bourgeoisie par le prolétariat (la dictature du prolétariat). »

— Brochure spartaciste —

### La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste

Cette brochure oppose la politique révolutionnaire de la Ligue communiste internationale au réformisme du Comité pour une internationale ouvrière, dirigé par l'organisation britannique Militant Labour et auquel est affiliée en France la Gauche révolutionnaire/Jeunesses communistes révolutionnaires (GR/JCR).

Notre brochure reproduit le texte intégral d'une polémique de la GR/JCR publiée en mai dernier sous le titre « l'internationale et l'Etat », avec une réponse détaillée de la LCI.

Disponible en anglais et en français

Edition anglaise (32 pages)/  
Edition française (35 pages):  
Canada 1\$  
Belgique 60FB  
France 10FF



Pour toute commande:  
Le Bolchévik BP135-10 75463 Paris Cedex 10

# Actions ouvrières/immigrées contre la terreur raciste!

## La classe ouvrière vengera Brahim Bouraam

Nous reproduisons ci-dessous le dazibao que le Groupe de jeunesse spartaciste a affiché sur la fac parisienne de Tolbiac, le 3 mai, à la suite du meurtre raciste de Brahim Bouraam commis par la racaille skinhead.

Après avoir inauguré leur campagne électorale avec l'assassinat d'Ibrahim Ali, les fascistes saluent dans le sang leur score aux élections avec l'horrible meurtre de Brahim Bouraam. Avec ce crime raciste, la racaille fasciste a appliqué, une fois de plus, son programme de terreur. Le fascisme n'est pas « juste » une idéologie de droite avec de « mauvaises idées », c'est un programme de génocide. Il faut écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent! Mobilisations ouvrières/immigrées/jeunes contre la terreur raciste!

Ce meurtre raciste, commis le Premier Mai, est une véritable déclaration de guerre à tous les travailleurs et les immigrés. Mais il démontre aussi la vanité des

prétentions des organisations soi-disant antiracistes et antifascistes qui n'ont jamais appelé à des mobilisations ouvrières/immigrées pour mettre une bonne raclée à Le Pen et sa bande de racailles. Les directions du mouvement ouvrier ont, par leur politique courarde de collaboration de classes, laissé parader le Front national, depuis plusieurs années, le Premier Mai – journée internationale de lutte des travailleurs – au lieu de mobiliser la classe ouvrière qui a la puissance et l'intérêt d'écraser les fascistes.

Ces mêmes organisations en appellent à l'Etat capitaliste pour interdire les fascistes! Mais c'est ce même Etat qui organise la terreur raciste. Et c'est la bourgeoisie qui entretient et utilise les fascistes, en tant que force de réserve, comme une arme ultime pour détruire le mouvement ouvrier. Ce ne sont pas les

Chirac ou autres Jospin – qui se font concurrence en racisme et en chauvinisme pour s'arracher les électeurs racistes du Front national – qui vont stopper les fascistes. Dans ce pays capitaliste ravagé par la terreur raciste, il n'y aura pas de justice pour Malik Ousseki, Ibrahim Ali ou Brahim Bouraam.

Seule la classe ouvrière, en se mettant à la tête de tous ceux que les fascistes prennent pour cible, peut constituer le rapport de force nécessaire pour briser et stopper de façon décisive l'offensive fasciste. Les victimes du fascisme ne seront vengées que par ceux-là mêmes qui sont dans le collimateur des fascistes et des flics, le jour où le pouvoir de la bourgeoisie sera brisé par une révolution socialiste qui mènera la classe ouvrière au pouvoir. Le combat contre le fascisme est indissociable du combat pour la construc-

tion du parti révolutionnaire, dont le programme est d'en finir avec le fascisme, le racisme et toutes les formes d'oppression, en en finissant avec le système capitaliste qui les génère.

Le Groupe de jeunesse spartaciste se bat pour contribuer à former ce parti ouvrier, révolutionnaire, tribun de tous les opprimés. Rejoins notre combat.

-Aucune confiance dans l'Etat bourgeois, sa justice et sa police pour lutter contre les fascistes!

-Actions ouvrières/immigrées/juives/jeunes contre la terreur et la discrimination racistes!

-Il faut écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent!

-A bas la « forteresse Europe » raciste! Défense du droit d'asile!

-A bas la chasse aux « clandestins »! Halte aux expulsions!

-Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays ont le droit d'y rester!

-Pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles! ■

## LO...

Suite de la page 9

hostile au foulard islamique (quand il s'agit de capituler à la campagne raciste de la bourgeoisie française), n'était guère gênée de se retrouver avec des forces ultraractionnaires antisoviétiques qui veulent enfermer les femmes dans la prison du voile. Par contre, la tendance spartaciste internationale (aujourd'hui Ligue communiste internationale) a clairement dit: Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans!

De même, en Pologne, nous nous sommes élevés en 1981 contre la tentative de prise de pouvoir par Solidarność, le « syndicat-maison » du pape et des banquiers qui visait à restaurer le capitalisme. Par contre, LO capitula à nouveau devant la campagne hystérique pro-Solidarność qui déferla en France: « Il va de soi que même si les travailleurs polonais se battent avec un programme qui ne va pas dans le sens de leur émancipation sociale, les révolutionnaires doivent être entièrement solidaires de leurs luttes » (« La situation internationale », novembre 1980, Textes et documents, 1971-1985). Lutte ouvrière une fois de plus s'est retrouvée avec l'impérialisme sous prétexte de « solidarité avec les travailleurs », en fait solidaire des défaites des travailleurs comme au moment de la réunification capitaliste de l'Allemagne en 1990: « Qu'il soit dit ici que, même si cette réunification se fait entièrement sous l'égide du capitalisme, les révolutionnaires communistes n'ont aucune raison d'y être opposés dans la mesure où le prolétariat et plus généralement la population est-allemande le veulent » (Lutte de classe n° 28, décembre 1989). Alors que la Pologne aujourd'hui capitaliste se transforme en pays du tiers-monde sous l'austérité dictée par le FMI, la paupérisation de masse frappe l'ancienne Allemagne de l'Est.

La victoire de la contre-révolution en URSS et en Europe de l'Est est la victoire de ceux qui, comme LO, ont hurlé, sous couvert d'« antistalinisme », avec les loups impérialistes qui ont dévoré ce qui restait de la plus grande victoire qu'ait jamais remportée le prolétariat: la Révolution russe. Comme l'écrivait Trotsky dans Défense du marxisme à propos de l'Etat ouvrier soviétique, « les révolutionnaires sont obligés de défendre toute conquête de la classe ouvrière si déformée

soit-elle par la pression des forces ennemies. Celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes, n'en fera jamais de nouvelles. »

## Construire le parti mondial de la révolution socialiste!

Sur toutes les questions décisives pour le prolétariat (question russe, racisme, front populaire), LO a capitulé devant la bourgeoisie. Le programme qu'elle avance pour construire son parti n'est pas le programme révolutionnaire du trotskysme mais son « plan d'urgence » ouvertement réformiste, s'adressant « à tous ceux qui ont approuvé le programme qu'elle a défendu au cours de la campagne présidentielle, pour qu'ils participent autour de Lutte ouvrière à la construction d'un grand parti ouvrier » dans lequel les militants de LO prendraient « toute leur place, en tant que marxistes révolutionnaires » (Lutte Ouvrière, 12 mai). Un parti « à côté du Parti communiste », précise LO qui rappelle qu'en Mai 68 elle avait proposé de réunir au sein d'un même parti tous ceux qui étaient à la gauche du PCF, sur la base fourre-tout de « se réclamer de Mai 68 »... En guise de parti construit et fermement soudé sur la base du programme trotskyste, LO ne cherche qu'à constituer une force de pression sur le PCF. Déjà, en 1991, elle faisait campagne auprès des militants du PCF pour qu'ils n'abandonnent pas leur parti. Mais pour nous – et c'est la leçon principale de Mai 68 –, le parti révolutionnaire se construira non « à côté » du PCF mais en le détruisant politiquement, en scissionnant et en gagnant au trotskysme sa base ouvrière.

Les militants et sympathisants de Lutte ouvrière qui veulent être des communistes doivent chercher à connaître l'histoire de leur organisation et à en tirer le bilan. Ils doivent notamment tirer le bilan de l'étroitesse nationale de LO qui, significativement, ne s'est intéressée dans cette campagne qu'à son petit hexagone! Cela n'est guère étonnant de la part d'une organisation dont les fondateurs ont quitté la Quatrième Internationale du vivant même de Trotsky! Quiconque aspire à devenir un militant communiste doit étudier avec attention le programme de la seule organisation au niveau international qui s'est toujours battue avec intransigeance pour la révolution socialiste mondiale: la Ligue communiste internationale qui lutte pour reforger la Quatrième Internationale. ■



Paris, 21 février – Rassemblement à l'appel du Comité de défense sociale pour exiger la vie sauve pour Mumia Abu-Jamal, sous la menace d'une exécution prochaine, et l'abolition de la peine de mort raciste.

## Jamal...

Suite de la page 16

son de MOVE qui, le 13 mai 1985, tua onze Noirs, dont cinq enfants: « Est-ce que le Premier amendement [de la Constitution américaine], qui est censé garantir la liberté de la presse, s'applique derrière les murs des prisons? Est-ce qu'il s'applique en réalité quelque peu que ce soit à l'intérieur de l'Amérique? Nous allons le voir[...]. »

« Moi-même, après avoir eu un avocat commis d'office (qui fut plus tard radié du barreau) et un autre en appel, je me bats, absolument littéralement, pour ma vie même, contre une sentence de mort injuste et illégale; j'ai décidé finalement d'essayer d'engager un bon avocat, et les vautours du FOP et les politiciens à gages croassent leurs objections. »

« Si Stacey Koon [le flic de Los Angeles condamné pour violation des droits civiques dans le passage à tabac de Rodney King] est autorisé à envoyer massivement des lettres sollicitant des fonds pour assurer sa défense et soutenir sa famille, et à récolter ainsi plus de quatre millions de dollars – et il se bat contre une condamnation fédérale à moins de

trois ans de prison pour un crime qui a été filmé et montré à la télévision dans le monde entier – pourquoi glapissent-ils pour un contrat de 30 000 dollars conclu avec un écrivain? »

« Ces glapissements, après réflexion, sont parfaitement raisonnables, car l'un de ces hommes a servi les intérêts du système pendant toute sa vie professionnelle, tandis que l'autre s'est opposé aux intérêts du système pendant toute sa vie professionnelle (et aussi d'ailleurs pendant son adolescence). »

« Vous décidez ce que vous préférez lire, et refusez de laisser des flics tueurs d'enfants ou leurs laquais politiques vous dire ce qu'il est ou non verboten [interdit] de lire. N'est-ce pas là l'essence même de la "liberté de la presse"? »

Faites du cas de Mumia Abu-Jamal, la voix des sans-voix que la police veut réduire au silence, le cri de ralliement contre la peine de mort raciste. Tous ceux partout dans le monde qui s'opposent à l'oppression raciste – et notamment ici en France où les discriminations et la terreur racistes des flics et des fascistes frappent quotidiennement les immigrés et leurs familles – doivent se mobiliser pour arracher Jamal à la mort.

- Adapté de Workers Vanguard n° 621

# Révolution politique ouvrière pour stopper la contre-révolution capitaliste !

## L'agitation couve en Chine

*Nous reproduisons ci-dessous un article traduit de Workers Vanguard n° 618, le journal de la Spartacist League/US.*

Après leur sanglante répression du soulèvement de la place Tiananmen en 1989, les vieux bureaucrates qui dirigent la République populaire de Chine ont goûté les délices d'une économie en plein essor au moment où les autres régimes stalinien s'écroulaient dans toute l'Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique. Aujourd'hui, de l'Allemagne de l'Est à la Sibérie, les travailleurs sont confrontés aux souffrances de la paupérisation massive et à la réaction sociale tous azimuts qui sont les produits de la contre-révolution capitaliste. En réponse aux cris de triomphe de la bourgeoisie sur la « mort du communisme », de nombreux militants de gauche, en particulier ce qui reste de stalinien, se sont désespérément accrochés à l'« économie socialiste de marché » de Deng Xiaoping.

Et pourtant, financiers et industriels capitalistes du monde entier chantent eux aussi les louanges de la Chine de Deng et déversent des dizaines de milliards de dollars d'investissements, alimentant une croissance galopante et une apparente élévation du niveau de vie des ouvriers et des paysans. Pourquoi ? Beaucoup de porte-parole impérialistes voient dans le

Chine une superpuissance économique moderne en l'an 2 000. Alors que le jargon maoïste officiel appelait les membres du parti à « servir le peuple », vers le milieu des années 1980 les cadres du Parti communiste chinois (PCC) répétaient le slogan de Deng : « *Il est glorieux de s'enrichir.* »

Deng a baptisé sa politique du nom de « *socialisme avec des caractéristiques chinoises* ». Pourtant, l'introduction de « réformes de marché » n'est pas un phénomène « chinois » mais une tendance commune à toutes les bureaucraties stalinien, avec leur dogme nationaliste de construction du « socialisme dans un seul pays ». Reposant sur les fondements économiques des Etats ouvriers tout en privant les ouvriers de pouvoir politique, les réformateurs stalinien se sont tournés vers les mécanismes du marché pour corriger les rigidités de la planification bureaucratique sans mettre en danger leurs propres positions. Le « socialisme de marché » avait précédemment été introduit dans la Yougoslavie de Tito et plus tard en Hongrie, favorisant l'émergence de forces restaurationnistes capitalistes internes qui ont contribué à détruire ces deux Etats ouvriers déformés.

Les réformes de Deng et sa « porte ouverte » au capital impérialiste (et au capital chinois en exil) menacent mainte-

ce régionalisme grandissant se voit clairement dans la province de Guangdong, autour de la nouvelle ville de Shenzhen, où ont été créées les premières « zones franches » des ZES (zones économiques spéciales). Cette région est de plus en plus intégrée à la sphère économique de la métropole capitaliste qu'est Hongkong, qui partage de forts liens culturels avec la population de langue cantonnaise de cette région.

Dans un discours prononcé en juin 1994, Jiang Zemin, le président et chef du PCC, déclarait que le parti et l'Etat étaient « *menacés de s'écrouler* » sous l'effet d'une corruption omniprésente, avec des fonctionnaires qui s'enrichissent en monnayant leur influence auprès des investisseurs étrangers, en vendant la propriété de l'Etat, etc. L'autonomie des « seigneurs de la guerre économique » régionaux est devenue telle qu'ils ne prêtent que rarement attention aux directives édictées à Pékin, tandis que le banditisme et même les règlements de compte entre clans se développent dans tout le pays. Récemment, un groupe d'intellectuels, composé principalement d'anciens participants aux manifestations de la place Tiananmen en 1989 mais incluant aussi d'anciens rédacteurs en chef du *Quotidien du peuple* du PCC, a adressé deux pétitions au Congrès populaire

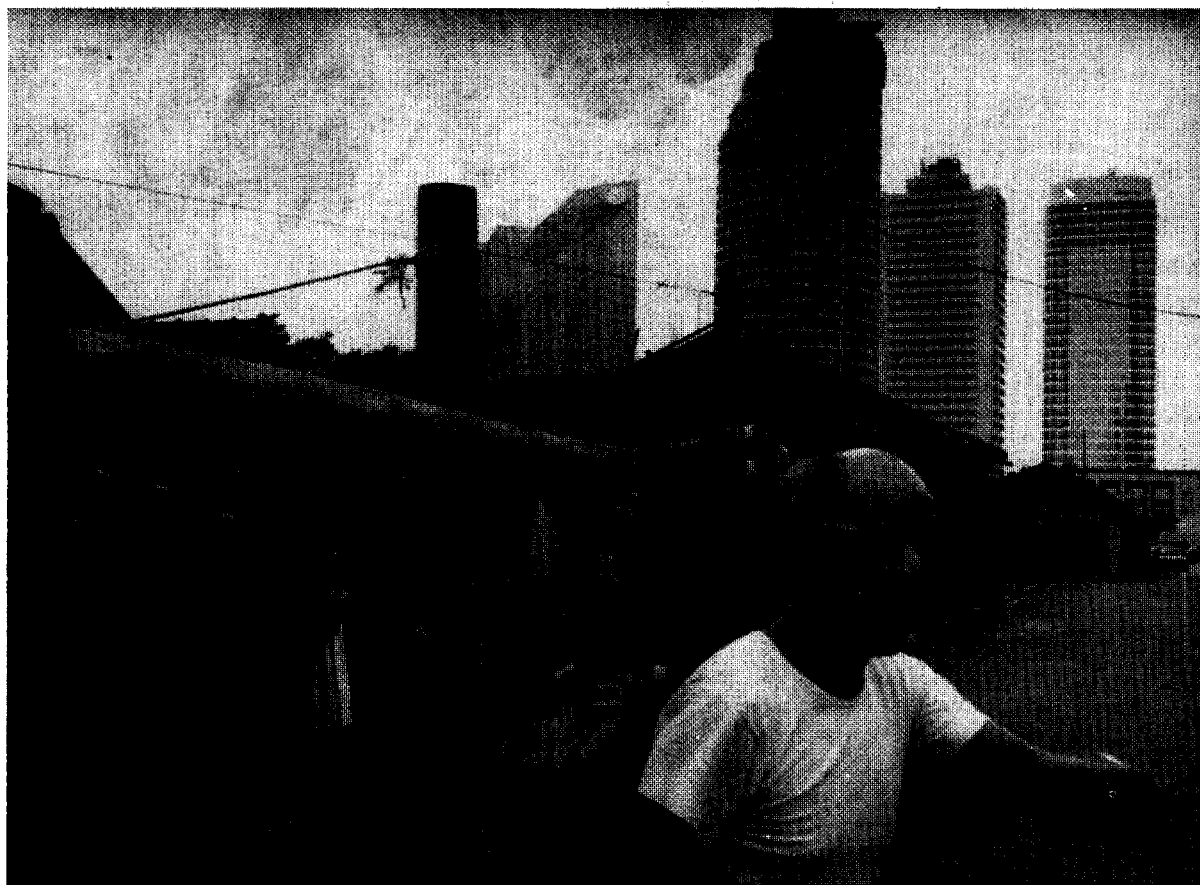
« dissidents » anticommunistes qui bénéficiaient du soutien actif des puissances impérialistes occidentales. Le terme de « démocratie » est devenu un mot de code pour la contre-révolution capitaliste qui a déferlé sur l'ancien bloc soviétique en n'apportant que la misère, et sûrement pas la démocratie, aux ouvriers, aux minorités et aux femmes.

Le délicat exercice d'équilibre auquel se livre la bureaucratie stalinienne, entre l'impérialisme mondial et les ouvriers et paysans au nom desquels elle gouverne, ne pourra pas durer très longtemps. D'un côté, elle est sous la pression des exigences du capital étranger et de ses « compradores » locaux dont les droits de propriété ne seront pas garantis tant que ne sera pas mis en place un Etat bourgeois. D'un autre côté, il y a des signes d'une montée des luttes prolétariennes, depuis les ZES capitalistes jusqu'aux industries d'Etat où les ouvriers sont confrontés au démantèlement des prestations sociales « du berceau au tombeau » qui comptent parmi les acquis les plus populaires de la révolution de 1949. Cette situation réclame la direction d'une avant-garde communiste internationaliste, luttant pour défendre les acquis de la Révolution chinoise par une révolution politique qui renversera la bureaucratie et fera le lien avec les luttes prolétariennes en Corée du Sud et particulièrement au Japon impérialiste, le poumon industriel de l'Asie.

### L'agitation sociale secoue l'« économie de marché socialiste »

Le nombre de « conflits entre ouvriers et direction », dont beaucoup sont des actions de protestation contre la corruption, a atteint le chiffre de 12 000 en 1993, en hausse de 50 % par rapport à l'année précédente ; et durant le premier trimestre de 1994, le nombre de grèves et de protestations ouvrières, y compris des attaques violentes contre les directeurs d'usine et les biens, s'est encore accru de 66 %. (Le droit de grève, auparavant reconnu dans la constitution chinoise, a été supprimé en 1982.) « *Je pense que le gouvernement devrait faire très attention à ce qu'il fait aux ouvriers chinois* », avertissait un sidérurgiste à la retraite. « *S'ils provoquent la colère des travailleurs, plus rien ne pourra les arrêter* » (*Los Angeles Times*, 18 octobre 1994).

Il y a aussi la menace de révolte des paysans pauvres qui sont les laissés-pour-compte du « miracle » économique chinois. Au moins 100 millions de paysans rendus « excédentaires » par le démantèlement de la collectivisation agricole errent dans les villes à la recherche de travail, vivant dans des enclaves ségréguées et acceptant les emplois dont les résidents de longue date ne veulent pas. Ce nombre s'ajoute aux quelque 70 millions de paysans qui, selon les estimations, ont fourni la main-d'œuvre des ZES et des industries des « coopératives » locales qui ont connu une expansion rapide pendant la première décennie de « réformes » de marché. D'autres, pour avoir une chance d'émigrer, hypothèquent leur avenir auprès de passeurs sans pitié. Le taux de pauvreté augmente plus rapidement dans les campagnes que dans les zones urbaines, tandis que la pression démographique s'accroît avec les locations de terres agricoles pour des activités



Marc Riboud

**Les divisions de classes s'exacerbent dans la Chine de Deng - A Shanghai, épicerie du « boom économique », les taudis voisinent avec les gratte-ciel.**

« modèle chinois » une meilleure voie vers la contre-révolution, avec comme objectif un régime d'« autoritarisme de marché » (comme le prône William Overholt, un banquier américain de Hongkong), sur le modèle de la Corée du Sud, de Singapour et de... Taïwan.

La mort imminente du « dirigeant suprême » Deng Xiaoping éclaire les évolutions en cours au sein de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois. L'arrivée au pouvoir de Deng, en 1978, a marqué la montée, dans l'appareil bureaucratique, de forces qui visaient à décentraliser une grande partie de l'économie nationalisée de la Chine et à démanteler l'agriculture collectivisée, tout en invitant les investissements étrangers. Le but proclamé était de faire de la

nant de jeter le pays dans la tourmente. L'année dernière, l'Académie chinoise des sciences sociales a averti que le pays pourrait éclater comme la Yougoslavie après la mort de Deng. Contrairement à la fédération multinationale yougoslave, qui a été déchirée par des forces séparatistes, en Chine les minorités nationales ne constituent que 8 % de la population. Par contre, l'éclatement de l'économie centralement planifiée en un hybride d'entreprises d'Etat, de coopératives locales (connues sous le nom d'« entreprises communales et villageoises ») et d'un secteur capitaliste dominé par l'impérialisme a créé une couche de plus en plus indépendante de bureaucrates transformés en entrepreneurs et liés au marché capitaliste mondial. Le danger que pose

national pour réclamer des enquêtes sur la corruption et les abus contre les « droits de l'homme », ainsi qu'une série de mesures « démocratiques » dont la « démocratie constitutionnelle ».

De tels appels abstraits à la « démocratie », en l'absence de prise de position en faveur de la défense de l'Etat ouvrier chinois (aussi déformé soit-il) contre les forces capitalistes, reviennent à un programme en faveur d'un pouvoir bourgeois, qui serait tout sauf démocratique. Les pétitionnaires prétendent que « *les valeurs actuellement estimées et auxquelles toutes les sociétés humaines aspirent sont la défense de la dignité humaine et la sauvegarde des droits fondamentaux de l'homme* ». C'est le même langage qu'ont utilisé en Europe de l'Est et en URSS les

industrielles privées. En 1993, une agitation paysanne a été signalée dans 20 des 29 provinces, s'accompagnant de près de 3 000 agressions violentes contre des percepteurs d'impôts !

La question de l'inflation est particulièrement brûlante : c'est elle qui, avec la colère contre la corruption officielle, a contribué au soulèvement de la classe ouvrière de mai-juin 1989 qui a failli renverser le gouvernement. A l'automne dernier, l'inflation a atteint un taux annuel de 27 %, le plus élevé depuis 1989. Tirant la sonnette d'alarme devant la hausse des prix à un moment de tensions sociales et de transition politique, le *Quotidien du peuple* du 22 février observait qu'en 1994 les prix des produits alimentaires de première nécessité avaient augmenté de plus de 50 %, ce qui frappe de manière disproportionnée les populations urbaines.

La peur du « chaos » social aide à expliquer pourquoi le régime – au grand dam des banquiers internationaux – a augmenté les investissements dans les usines d'Etat au cours des cinq dernières années. Plus de 70 % des investissements en Chine vont encore aux usines d'Etat, alors que leur part dans la production nationale est tombée à 43 %. Le mois dernier, Pékin a déclaré un moratoire pur et simple sur les fermetures d'usines d'Etat dans les industries clés et a récemment imposé le contrôle des prix sur les produits alimentaires, entre autres. Dans le même temps, le gouvernement essaie tant bien que mal de mettre en place un « système unifié de sécurité sociale » pour les ouvriers licenciés des entreprises publiques, afin de pouvoir commencer à appliquer les procédures de mise en faillite exigées par les investisseurs impérialistes.

Le chef du Bureau de la recherche du Conseil d'Etat a pris la défense du maintien d'un haut niveau de subventions au secteur public en se référant à l'écroulement du régime stalinien en Union soviétique et en Europe de l'Est : « Certains argumentent que la privatisation est devenue la tendance principale de l'économie mondiale, y compris en Chine. Mais cela renierait la base du socialisme en Chine, et il y a des débats considérables dans les pays capitalistes sur le succès de la privatisation. Ses perspectives dans les anciens pays socialistes ne sont pas si riantes que cela » (*South China Morning Post*, 8 février).

Mais ce tournant actuel ne contredit nullement l'expérience des sept dernières années qui a confirmé qu'en l'absence de lutte massive de la classe ouvrière pour défendre les formes de propriété prolétariennes, on ne peut attendre d'aucune aile du stalinisme qu'elle combatte la contre-révolution capitaliste. Ce n'est pas le communisme qui a échoué mais sa perversion stalinienne. Le programme et les objectifs libérateurs du marxisme visent à un développement social et économique qui passe par la révolution ouvrière internationale.

### Rivalités impérialistes

Les impérialistes eux-mêmes sont de plus en plus inquiets de l'instabilité politique. Les investissements étrangers, qui depuis 17 ans alimentent le boom économique de la Chine, ont chuté en 1994, laissant prévoir un ralentissement de l'économie. La controverse entre la Chine et les Etats-Unis sur les logiciels, les disques compacts et les cassettes vidéo « piratés », révèle les inquiétudes américaines sur le fait que les administrateurs chinois n'ont pas encore appris à « respecter » les droits de propriété bourgeois tels que le droit des marques. Pourtant, en dépit des proclamations occasionnelles sur les « droits de l'homme » et les menaces contre le commerce avec la Chine, la bourgeoisie américaine répugne à fermer la porte aux opportunités d'affaires dans ce pays, de peur de céder du terrain à ses concurrents japonais et européens. Néanmoins, comme pendant la guerre froide antisoviétique, la rhétorique des impéria-

listes sur les « droits de l'homme » peut servir à rallier les forces procapitalistes qui, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, cherchent à miner l'Etat ouvrier dirigé par les staliniens.

Le niveau élevé des échanges commerciaux américains avec la Chine de Deng a été la cible de dénonciations aiguës de la part d'anticommunistes impénitents. Un farouche défenseur de la « ligne dure avec la Chine rouge » est le chef de la fédération syndicale américaine AFL-CIO, Lane Kirkland, qui en l'occurrence allie le fanatisme anticommuniste au protectionnisme chauvin. Sur son flanc gauche, on trouve les « socialistes du



**Le premier ministre chinois Jiang Zemin essaie le TGV. La politique de « porte ouverte » à l'exploitation impérialiste favorise la contre-révolution capitaliste.**

département d'Etat » de l'International Socialist Organization (ISO) [associés en France au groupe Socialisme international], dont le journal *Socialist Worker* (juin 1994) a condamné la politique menée par Clinton de « conciliation » de Deng lorsque les Etats-Unis ont renouvelé à la Chine la clause de la « nation la plus favorisée » (qui garantit aux importations en provenance de Chine le plus bas niveau de droits de douanes à leur entrée aux Etats-Unis). Cela n'est guère surprenant quand on sait que leur mentor britannique Tony Cliff a refusé de défendre l'URSS et la Chine (qu'il qualifiait de « capitalistes d'Etat ») contre l'impérialisme au moment de la guerre de Corée, en 1950-53.

La phase initiale de la politique de « porte ouverte » menée par Deng a été dominée par des ateliers de l'industrie légère dans les ZES des provinces méridionales du Guangdong et du Fujian. Ces usines appartiennent principalement à des sociétés de Hongkong et de Taïwan, dont l'exploitation brutale rivalise avec celle des usines textiles du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les ZES se sont depuis étendues aux principaux centres industriels comme Shanghai, Wuhan et le Nord-Est, où le capital japonais, américain et européen est orienté vers la technologie avancée et l'industrie lourde, comme la production d'énergie et la construction aéronautique.

Il est certain que les rivalités interimpérialistes mises en branle par l'écroulement de l'URSS vont s'exacerber autour de la Chine, dont la masse de main-d'œuvre disponible, le marché intérieur en expansion et la position géographique dans un Extrême-Orient en plein essor ont fait de la Chine, contrairement à la Russie d'Eltsine, une cible alléchante pour les investissements capitalistes. Ici, l'objectif de l'impérialisme japonais, qui est de recréer un bloc commercial du type « grande sphère de coprosperité extrême-orientale », se heurte directement aux Etats-Unis dont l'atout majeur est leur puissance militaire mondiale. La dernière fois que ces puissances sont entrées en concurrence à propos de la Chine, le résultat a été l'extension de la

Deuxième Guerre mondiale à tout le Pacifique.

Les bureaucrates de Pékin ont leurs propres ambitions de « grande puissance ». En gérant ses propres activités commerciales, l'Armée populaire de libération (APL), la plus grande armée du monde avec ses trois millions de soldats, a favorisé une politique de réarmement qui a déclenché l'alarme depuis Taïwan jusqu'au Pentagone. Ce processus a très peu à voir avec la défense de l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme et tout à voir avec la promotion du nationalisme chinois, qui sert à détourner la colère de la classe ouvrière à l'encon-

sité de la stabilité sociale. Dans cet esprit, le régime a récemment engagé une campagne de promotion des valeurs confucéennes, cherchant ainsi à inculquer aux masses l'acceptation passive du « mandat du ciel » censé donner à la bureaucratie le droit d'exercer le pouvoir. De même, après que le « Printemps de Pékin » eut été noyé dans le sang, une nouvelle « Police populaire armée » a été créée dans le but spécifique de contrôler les « troubles sociaux ». La force armée clé reste cependant l'Armée populaire de libération. Bien que le plongeon de l'APL dans l'économie de marché ait transformé beaucoup de responsables de l'armée en aspirants exploités bourgeois, celle-ci n'en reste pas moins la seule institution étatique centrale avec une structure cohérente dont l'autorité s'exerce dans tout le pays.

A une époque où le gouvernement admet que 80 millions de gens ont du mal à trouver de quoi manger et se chauffer, les nouveaux riches étalent leurs richesses : les dîners d'hommes d'affaires dans les villes champignons des ZES coûtent dix fois le salaire annuel d'un ouvrier. De tels étalages ostentatoires ont suscité une nostalgie pour la période de Mao Zedong (Mao Tsé-toung), quand l'égalitarisme, aussi déformé qu'il fût, faisait partie de la conscience populaire et de l'idéologie officielle. Un chauffeur de taxi de Chongqing affirmait : « De son temps, même si le niveau de vie était très bas, tout le monde était égal en droits. Aujourd'hui, le pays est plus développé et le niveau de vie est plus élevé, mais il y a aussi une grande différence entre ceux qui ont de l'argent et ceux qui n'en ont pas » (*New York Times*, 16 décembre 1994).

Pourtant, c'est la version maoïste du « socialisme dans un seul pays » qui a conduit aux politiques désastreuses qui ont plus d'une fois menacé de ruiner la République populaire et qui ont préparé le terrain à l'ascension de Deng Xiaoping. Avec la victoire de l'armée de guérilla paysanne de Mao sur le régime délabré du Kuomintang de Tchiang Kai-chek en 1949, la République populaire est née sous la forme d'un Etat ouvrier déformé, dirigé par une caste bureaucratique nationaliste qui a adapté le modèle de l'Union soviétique sous Staline au nationalisme de Mao, basé sur la paysannerie. Le « Grand bond en avant » aventuriste de la fin des années 1950 avait cherché à métamorphoser la Chine en société industrielle avancée grâce aux efforts herculéens de ses travailleurs paysans, en créant des « hauts fourneaux d'arrière-cour » avec des matériaux de récupération. Le résultat fut l'écroulement presque total de l'agriculture et une épouvantable famine.

Après la perte d'autorité que ce désastre fit subir à Mao, celui-ci répliqua au milieu des années 1960 en organisant la « Grande révolution culturelle prolétarienne » – en fait une bataille fractionnelle qui dressa des millions de jeunes « gardes rouges », soutenus par l'armée, contre les adversaires de Mao à l'intérieur de la bureaucratie. Les campagnes frénétiques contre les « partisans de la voie capitaliste » et la « libéralisation bourgeoise » fermèrent les écoles et arrêterent les usines jusqu'à ce que Mao eut mobilisé l'APL contre les jeunes, qui furent envoyés à la campagne pour « apprendre auprès du peuple ».

Vers la fin des années 1960, le régime de Mao fit clairement savoir qu'il considérait l'Union soviétique (qualifiée de « social-impérialiste ») comme un ennemi pire que l'impérialisme américain. Ainsi, le terrain était préparé pour l'accolade que donna Mao au président américain Nixon en 1972, instaurant une alliance

Suite page 14

AFF

tre de la bureaucratie corrompue. Les prétentions de la Chine sur les îles Spratley, riches en pétrole, dans le sud de la mer de Chine, l'ont amenée au bord d'une confrontation avec le Vietnam qui, malgré les ravages des sales guerres impérialistes, a repoussé l'invasion chinoise de 1979.

### A qui échoira le mandat du ciel ?

La mort attendue du dirigeant Deng Xiaoping, âgé de 90 ans, a ouvert un débat au sein de la direction du PCC sur comment préserver la paix sociale dans ce pays volatile. Début septembre, un groupe autour de l'ancien ministre de la Propagande Deng Lique, qui publiait la revue *A la recherche de la vérité*, a organisé une conférence de presse pour discuter de comment combattre la « libéralisation bourgeoise ». A peu près au même moment, un livre d'un auteur anonyme intitulé *Voir la Chine avec un troisième œil* avait choqué le parti par sa critique ouverte des réformes de Deng. Mettant en garde contre le chaos imminent que menace de déclencher le « volcan vivant » qu'est la paysannerie, il appelait à interdire aux paysans de quitter la terre et argumentait contre toute espèce de « démocratie ». Grâce à l'appui du dirigeant du PCC Jiang Zemin, le livre s'est vendu à quelque 200 000 exemplaires et est devenu une espèce de bible pour ceux des éléments de la bureaucratie qui veulent une transition étroitement contrôlée vers le capitalisme. Ils argumentent que le parti doit être davantage impliqué dans les affaires.

Le sujet d'inquiétude commun à l'appareil du PCC – que partagent les « dissidents » démocratiques-bourgeois et les banquiers internationaux – est la néces-

### POUR CONTACTER LA LIGUE TROTSKYSTE

Paris Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris cedex 10 Tél : 42 08 01 49  
Rouen Le Bolchévik BP 240 76003 Rouen cedex Tél : 35 73 74 47

## Chine...

Suite de la page 13

stratégique contre l'Union soviétique, pendant que les Etats-Unis faisaient pleuvoir sur le Vietnam la mort et la destruction. Par la suite, Pékin ouvrit la porte aux investissements étrangers, en même temps que commençait la liquidation de l'agriculture collectivisée.

Les héritiers de Mao ont maintenant conduit la Révolution chinoise au bord de l'abîme. La situation de la Chine aujourd'hui confirme totalement le pronostic que faisait Léon Trotsky sur la Russie stalinienne des années 1930 : soit la bureaucratie nationaliste conservatrice serait chassée par une révolution politique de la classe ouvrière cherchant à retourner sur la voie de l'Octobre de Lénine, soit l'Etat ouvrier succomberait sous les coups de la contre-révolution, portés de l'intérieur et de l'extérieur. Cet avertissement a été confirmé, par la négative, par la restauration du capitalisme en Europe de l'Est et par la destruction de l'Union soviétique.

### Les ouvriers relèvent la tête

Grâce à la croissance économique financée par l'impérialisme, le prolétariat de Chine est en expansion rapide. En mars, circulait à Pékin une pétition réclamant la « libération de l'exploitation », le droit de grève et le droit d'organiser des syndicats indépendants. La puissance sociale potentielle des ouvriers a été reconnue par une partie du mouvement « dissident » proimpérialiste, qui s'est transformé en organisateurs syndicaux. Une « Ligue chinoise des travailleurs » a été fondée par Han Dongfang et d'autres « dissidents » après le soulèvement de la place Tiananmen. Quand grèves et manifestations se sont développées vers la fin 1994, le régime a accentué la répression contre toutes les organisations syndicales « non officielles ».

Dans des conditions de sévère censure, il est difficile de déterminer l'orientation politique des luttes ouvrières actuelles et de leur direction. Certains au moins des

révolution capitaliste. Il est parfaitement possible d'avoir en Chine des « syndicats libres » économistes qui acceptent le cadre de l'exploitation capitaliste. Cependant, les luttes ouvrières qui se développent sont précisément dirigées contre les effets du type de « réformes de marché » pour lesquelles Solidarność a combattu et qu'il a appliquées une fois au pouvoir.

Dans la ZES de Shenzhen, 2 350 « conflits du travail » ont été enregistrés pendant les premiers six mois de 1993. Il est caractéristique que ces jeunes ouvriers, dont beaucoup sont des femmes, aient quitté la campagne il y a quelques années à peine. L'affreuse surexploitation qu'ils subissent implique souvent de travailler jusqu'à 15 heures par jour, sept jours par semaine, et de dormir dans des « dortoirs » à l'intérieur des usines. Les ouvriers subissent un véritable esclavage dans des ateliers dangereux construits à peu de frais, pendant que les « inspecteurs » du gouvernement sont grassement payés pour regarder ailleurs. Un rapport gouvernemental indique qu'en 1993 il y a eu dans la province du Guangdong 45 000 accidents du travail, qui ont coûté la vie à près de 9 000 personnes. L'été dernier, des ouvriers ont organisé une manifestation combative devant une usine d'une ZES de la province de Zhuhai après qu'un incendie eut causé l'écroulement du bâtiment, tuant 76 personnes.

Il y a toute une variété de militants de gauche qui font l'éloge des entreprises villageoises et communales (EVC), les présentant comme une alternative « socialiste » à l'exploitation par le capital étranger. En produisant pour le marché et non en exécutant un plan central, les EVC fonctionnent sur le principe du profit et, en fait, engendrent une couche d'entrepreneurs capitalistes indigènes. Ce capitalisme « communal » peut être tout aussi impitoyable que les bagnes des ZES. L'horrible taux de décès dans les accidents de mines, estimés à 10 000 par an, est dans une mesure non négligeable due aux milliers de mines de charbon appartenant aux communes, qui représentent près de la moitié de la production

ouvriers qui manifestaient contre des réductions de salaires ont défilé dans les deux principales villes de la province de Heilongjiang, en Mandchourie, où 2 millions d'ouvriers avaient perdu leur emploi l'année précédente (*Business Week*, 1<sup>er</sup> août 1994). En Mandchourie, la lutte pour défendre le « bol de riz en fer » ouvrier se double d'un amer ressentiment vis-à-vis de l'impérialisme japonais, qui a gouverné cette région au moyen d'une terreur sanglante de 1931 à la défaite du Japon dans la Deuxième Guerre mondiale. Les plans japonais pour développer la production de pièces détachées d'automobiles dans cette vieille ceinture industrielle se sont heurtés à une agitation ouvrière – par exemple à l'usine Mabuchi Motor de Dalian – attisée au moins en partie par un sentiment antijaponais.

Désespérant de pouvoir imposer son contrôle sur les ouvriers, le gouvernement a promulgué une nouvelle loi nationale sur le travail, qui « garantit » aux ouvriers employés dans les sociétés contrôlées par des étrangers et dans les *joint ventures* le droit à former des syndicats... à condition qu'ils soient affiliés à la fédération syndicale de toute la Chine (FSC), le seul syndicat légalement autorisé. Dirigée par l'Etat, la FSC collabore quotidiennement avec les patrons capitalistes des ZES pour contrôler les ouvriers. « Nous avons un syndicat, mais le syndicat est inutile », déclarait un ouvrier d'une usine de télévision de Shenzhen; il ajoutait qu'il ne pouvait pas se rappeler un seul cas où des ouvriers étaient allés chercher de l'aide auprès du syndicat.

La nouvelle loi permet également la négociation collective, auparavant permise seulement dans les entreprises privées, dans tous les secteurs. Les ouvriers chinois n'ont plus les avantages qu'ils considéraient dans le passé comme acquis, comme le « bol de riz en fer » – un emploi garanti, un salaire stable, des soins médicaux gratuits dans les cliniques d'usine, des crèches gratuites pour les ouvrières, etc. Au contraire, 40% des ouvriers des usines d'Etat signent à présent des contrats de travail individuel qui

près de 40 000 soldats américains stationnés dans ce pays. Les luttes ouvrières combatives en Corée du Sud sont régulièrement confrontées à la terreur sanglante de l'Etat, et la sympathie envers la Corée du Nord peut valoir la prison ou même la mort.

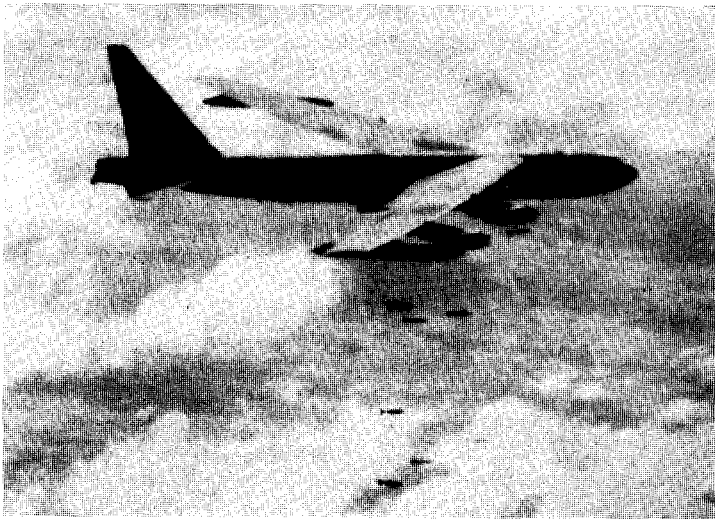
Un soulèvement du prolétariat chinois pourrait bien conduire à la constitution d'organisations ouvrières indépendantes, telles que celles qui ont surgi au printemps 1989, avec la potentialité de se développer en organisations semblables aux soviets (conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats) russes de 1917. Sous une direction communiste-égalitaire, ces organes de type soviétique pourraient renverser la bureaucratie stalinienne politiquement banqueroutière qui tourne en dérision son nom de communiste et qui prépare le terrain à la restauration du régime capitaliste. Une révolution politique ouvrière pourrait montrer la voie vers le socialisme en recréant une économie planifiée basée sur une démocratie ouvrière authentique et sur l'internationalisme prolétarien.

Les événements de 1989, qui ont conduit la Chine au bord de la révolution politique, avaient été précédés, en 1988, par une vague de grèves provoquée par une inflation galopante et une colère généralisée contre la corruption officielle. L'entrée des *laobaixing* (« gens ordinaires ») dans les manifestations de la place Tiananmen a secoué le régime Deng-Li Peng du sommet à la base. Pendant que les travailleurs de Pékin combattaient les troupes de l'APL envoyées pour mater les manifestations, des « fédérations ouvrières autonomes » et d'autres organisations prolétariennes émergeaient dans 19 provinces. Dans l'extrême ouest de la Chine, des ouvriers de l'usine de montage automobile n°3 de Xinniang formèrent le « Clan rouge », proclamant dans un tract que « les dix ans de réforme ont été dix ans de corruption, dix ans de souffrances pour le peuple ». La sanglante répression du « Printemps de Pékin » fut suivie de grèves dans toute la Chine.

A l'époque, les journalistes occidentaux étaient focalisés sur les manifestants étudiants, ignorant le rôle joué par les ouvriers. Cependant, comme nous l'écrivions alors, « c'était les débuts d'une révolte de la classe ouvrière se révoltant contre le programme de Deng de "construire le socialisme avec des méthodes capitalistes" qui ont donné aux protestations leur caractère de masse potentiellement révolutionnaire » (*Workers Vanguard* n°480, 23 juin 1989). La sanglante répression qui a suivi l'écrasement des manifestations a été concentrée sur les militants ouvriers; beaucoup furent exécutés alors que des contestataires étudiants échappèrent à ce sort. La classe ouvrière internationale doit exiger la libération de ceux qui croupissent encore en prison pour s'être dressés contre la clique maculée de sang de Deng-Li Peng.

La résurgence de la lutte de classe autour de ces mêmes questions et contre ces mêmes vieux dirigeants bureaucratiques corrompus pose une nouvelle fois la question de la direction du prolétariat. Comme l'écrivait la Ligue communiste internationale en juin 1989, « la leçon centrale du Printemps de Pékin, et la tâche urgente qui est devant les ouvriers chinois, est celle de forger un parti authentiquement communiste, une avant-garde internationaliste ». Pour construire un tel parti de la révolution socialiste, pour reforgé la Quatrième internationale trotskyste, il faut assimiler les leçons de la destruction de l'Union soviétique et du cours désastreux du stalinisme chinois, qui a mené le pays le plus peuplé du monde au bord de la contre-révolution.

Le stalinisme est politiquement mort. Aujourd'hui, les quatrième-internationalistes sont les seuls à brandir la bannière du communisme. Elle doit aussi être la bannière de ceux qui veulent défendre les acquis de la Révolution chinoise et lutter pour un avenir socialiste pour l'humanité. ■



Photos Der Spiegel

**Pékin, 1972 – Alors que les B-52 bombardent le Nord-Vietnam, la visite du président US Nixon au « grand timonier » Mao scelle l'alliance stratégique sino-américaine contre l'Union soviétique.**

activistes syndicaux prennent pour modèle Solidarność en Pologne, qui a conduit les ouvriers en révolte contre le régime stalinien directement dans les bras anticomunistes de Ronald Reagan et du pape Wojtyła. Les ouvriers doivent se méfier des dirigeants des syndicats « indépendants » liés à des officines impérialistes : Han Hongfang est soutenu par le président des Etats-Unis Clinton et appuyé par la bureaucratie syndicale proimpérialiste de Hongkong, où il est exilé. Un article sur le mouvement syndical à Shenzhen notait que « les efforts de Han se limitent à présent à publier une revue syndicale et à tenter de préserver des liens avec les activistes travaillant en Chine. Certains ne recherchent pas son aide ». Cet article citait un jeune diplômé de l'université qui fait du travail d'organisation à Shenzhen : « Nous voulons éviter tout lien avec des gens hors de Chine » (*Far Eastern Economic Review*, 16 juin 1994).

Le seul fait de former des syndicats indépendants de la bureaucratie ne constitue pas en soi une barrière à la contre-

charbonnière de la Chine.

Les frémissements de l'agitation ouvrière touchent aussi dans les industries d'Etat, au moment où les banquiers internationaux exigent l'arrêt des subventions aux usines « inefficaces ». S'il semble que beaucoup des actions aient été menées par des directeurs d'usine travaillant avec les syndicats officiels pour protester contre les restrictions budgétaires, d'autres ne sont pas aussi bien contrôlées. Dans le gigantesque « complexe métallurgique et sidérurgique de Wuhan », la direction a mis à pied plus de la moitié des 120 000 ouvriers dans le but de dégager un profit : l'année dernière, les ouvriers se sont mis à « voler » les produits de l'usine quand la société a été incapable d'assurer la paie. Au moins un soldat a été tué lorsque l'armée est intervenue. Dans un autre incident, des retraités ont réquisitionné des camions et des voitures, et ils ont bloqué le principal pont de Wuhan pour protester contre l'érosion que l'inflation fait subir à leurs retraites.

En mars dernier, quelque 100 000

doivent être conformes aux contrats conclus entre la FSC et la direction d'usine.

### Pour la révolution politique prolétarienne !

Pour pouvoir défendre avec succès les ouvriers et les paysans face à la contre-révolution qui s'avance, les luttes ouvrières ne peuvent pas se confiner dans des limites économiques défensives qui acceptent l'existence de l'exploitation capitaliste et la mauvaise gestion bureaucratique. La lutte doit être portée sur le terrain politique, en mobilisant les masses travailleuses pour défendre les acquis sociaux de la Révolution de 1949 et pour stopper le bradage de la Chine à l'impérialisme. Ce combat doit trouver une jonction avec les luttes ouvrières dans toute l'Asie et dans le reste du monde. Cela ferait le plus grand bien à ceux des ouvriers chinois qui ont des illusions dans l'impérialisme « démocratique » de prendre connaissance des expériences des ouvriers de Corée du Sud, où le gouvernement réactionnaire est soutenu par

## Protestations...

Suite de la page 3

Nous sommes obligés, et cela ne nous embarrasse nullement, de répondre à l'idée calomnieuse et grotesque que quatre marxistes complotaient le renversement du gouvernement ukrainien; seul un imbécile ou un dément peut accorder foi à des élucubrations aussi ridicules. Le sens de la réalité révélé par ce reportage est à peu près du même niveau que les chasseurs d'OVNI qui voient un point lumineux dans le ciel et en concluent qu'une invasion martienne va détruire la terre. Notre opinion, malheureusement, est qu'avant que les masses laborieuses ukrainiennes, opprimées et mécontentes, arrivent au pouvoir, le gouvernement ukrainien actuel, et vraisemblablement plusieurs de ses successeurs, auront depuis longtemps cessé d'exister. Ils disparaîtront du fait de leurs propres faiblesses et incapacité, et du fait des répercussions de leur politique capitaliste désastreuse et de leur arrogance nationaliste insensée dans nombre de domaines vitaux. En fait, il est historiquement probable que dans une situation révolutionnaire il puisse bien ne plus y avoir grand gouvernement à « renverser » - rappelons-nous la manière dont le gouvernement de Kerensky s'est désintégré. L'affirmation que le gouvernement actuel d'Ukraine existera toujours à cette époque future nous paraît être une spéculation des plus hasardeuses. Nous sommes des marxistes, pas des putschistes; nous plaçons nos espoirs dans les forces de la classe ouvrière, et nous combattons ces tentatives malveillantes et provocatrices de déformer et de

calomnier nos positions politiques.

Ce harcèlement et cette intimidation visent à empêcher les travailleurs, et d'autres, de rejoindre ce qui est aujourd'hui le petit nombre de nos partisans dans les territoires de l'ex-Union soviétique. Les agents des gouvernements ukrainien et russe n'ont aucunement besoin de nous espionner ni d'espionner les gens intéressés par nos idées pour savoir ce que sont vraiment nos positions politiques. Nous sommes exactement ce que nous disons, et tout se trouve dans les numéros, publiés et diffusés au grand jour, de notre *Biulleten Spartakovtsev*. Quatre numéros du *Biulleten* ainsi que onze suppléments ont été publiés et diffusés à un grand nombre d'exemplaires dans l'ex-Union soviétique depuis l'automne 1989. En novembre 1993, nous avons aussi publié pour la première fois en russe le livre *L'Internationale communiste après Lénine*, la critique faite par Trotsky du projet de programme du VI<sup>e</sup> congrès [de l'Internationale communiste] en 1928, qui fournit d'autres éléments sur les positions et les objectifs politiques qui sont ouvertement les nôtres.

Le reportage insiste sur les « approximativement 50 kilogrammes de littérature propagandiste » prétendument saisis par les autorités. Une collection des œuvres complètes de Marx et Engels pèse environ 47 kilos, suivant la langue et la reliure. Une collection des œuvres complètes de Lénine pèse 32 kilos. Il est inhabituel de voir les choses sous cet angle, mais cela donne à réfléchir quant à la façon de penser des organes de sécurité.

Loin de cacher nos positions, nous

## ANC...

Suite de la page 7

une puissance impérialiste régionale. Les CWG pensent-ils que l'impérialisme britannique était progressiste dans ses guerres coloniales contre les Zoulous et contre les républiques boers (afrikaners), guerres qui ont conduit à l'Union of South Africa de 1910? L'ANC accepte la légitimité de cette création impérialiste, et de fait, lors de son discours d'investiture, Nelson Mandela invita fermement ses partisans à apprendre les paroles du vieil hymne national « *Die Stem van Suid Afrika* ». Les CWG sont-ils en train d'apprendre à chanter « *Die Stem* » ?

Un autre aspect de leur nationalisme sud-africain s'exprime aussi dans les attaques contre notre organisation, la Ligue communiste internationale, parce que notre section la plus importante est aux Etats-Unis et que nous n'avons pas pour le moment de groupe de partisans organisé en Afrique du Sud. Sa polémique est parsemée de remarques méprisantes comme: « *Nos commentateurs "révolutionnaires" à New York voient l'Afrique du Sud seulement en termes de "poudrières"* » et: « *Les sages de New York disent que nous devons "regrouper" pour former un parti ouvrier révolutionnaire (parti d'avant-garde)* ». C'est une très vieille rengaine. Dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les opportunistes de France, d'Allemagne et d'ailleurs dénonçaient Marx et Engels pour chercher à « dicter » depuis Londres l'activité du mouvement ouvrier européen. Les sociaux-démocrates fustigeaient l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky comme un instrument de Moscou. Et à la fin des années 1930, les centristes du monde entier accusaient la Quatrième Internationale d'être un « one-man show » dirigé depuis la ville mexicaine de Coyoacán, où était exilé Trotsky.

Même les prétentions des CWG à poser aux fils de l'Afrique du Sud sont dans un certain sens bidon. Comme nous l'avons souligné, ils sont partie intégrante de la soi-disant « Leninist-Trotskyist Tendency » régie par le centralisme démocratique », dont la section dirigeante est bri-

tannique. Peut-être qu'à l'avenir, les CWG pesteront contre les diktats de Londres.

Un authentique parti trotskyste en Afrique du Sud ne pourra être construit que dans le cadre du combat pour reconstituer la Quatrième Internationale, un combat que mène la LCI. Des révolutionnaires socialistes authentiques en Afrique du Sud doivent désirer ardemment faire partie d'une Internationale, avec de fortes sections aux Etats-Unis, en Europe de l'Ouest et au Japon, ainsi que dans les pays du « tiers monde ». Une des thèses centrales de la perspective de révolution permanente de Trotsky, qui remonte directement à Marx et Engels, est qu'il n'est pas possible de construire le socialisme - une société d'abondance sans classes, nécessitant le niveau le plus élevé de développement des forces productives - dans un seul pays, et encore moins dans un pays capitaliste relativement moins développé, comme l'Afrique du Sud. L'indispensable nécessité de l'extension internationale de la révolution ouvrière est encore plus claire depuis la destruction de l'Union soviétique. Nous avons noté, comme tout communiste sud-africain sérieux doit en être vivement conscient, qu'une révolution ouvrière en Afrique du Sud sera écrasée par l'action militaire et économique de l'impérialisme occidental, et centralement américain, à moins qu'elle serve de détonateur à des luttes révolutionnaires dans les centres impérialistes eux-mêmes.

Une révolution sud-africaine centrée sur le prolétariat noir aurait un impact particulièrement puissant sur les Etats-Unis, avec son importante population noire fortement représentée dans des secteurs clés de la classe ouvrière. Nous en sommes bien conscients, ne serait-ce que par l'intérêt accru que suscite notre journal *Workers Vanguard* auprès des Noirs, qui constituent notre principal lectorat, à chaque fois que nous publions un article sur l'Afrique du Sud. Dans la lutte pour renverser l'impérialisme mondial dans son Etat le plus puissant, les descendants des Africains noirs réduits en esclavage et déportés dans le Nouveau Monde à l'aube du capitalisme joueront un rôle décisif. ■

avons cherché à les diffuser largement. Ainsi, en juillet 1992, notre camarade Victor Granovsky a été interviewé lors de l'émission d'une demi-heure *Monsieur/Camarade*. Cette émission a été diffusée à plusieurs reprises à un large public dans toute l'ex-Union soviétique. Notre camarade a affirmé clairement nos positions: « *Nous sommes pour la démocratie ouvrière pleine et entière, pour un système multipartite dans le cadre de la dictature du prolétariat.* » C'est dans la tradition des bolchéviks de Lénine, qui ont lutté pour forger un parti d'avant-garde solidement uni sur une base programmatique, en opposition à la conception d'un « parti de toute la classe » avancée par les menchéviks, qui au bout du compte ont fini par soutenir la contre-révolution. Comme l'expliquait notre camarade « *dans le monde entier, tous les communistes authentiques, c'est-à-dire les trotskystes, ont toujours compris quel était leur devoir envers la classe ouvrière soviétique, envers les héros de la révolution d'Octobre, de la Guerre civile et de la guerre contre le fascisme allemand.* »

## IVG...

Suite de la page 5

(lire « La contre-révolution s'abat sur les femmes », le *Bolchévik* n° 126 et n° 127). Tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ont soutenu la contre-révolution capitaliste, quelle que soit l'influence qu'ils ont eue sur les événements, portent une responsabilité pour la misère et l'oppression que connaissent ces pays mais aussi pour la vague réactionnaire qui, à la suite de la destruction du bloc soviétique, frappe les autres pays capitalistes.

Au contraire, nous, trotskystes, avions dès le début insisté sur l'importance des acquis sociaux en URSS et dans les Etats ouvriers déformés non seulement pour les travailleurs et les femmes de ces pays mais aussi pour ceux du monde entier. C'est pourquoi nous appelions à la défense militaire de ces Etats contre l'impérialisme et la contre-révolution interne. En Pologne, nous disions: « Halte à la contre-révolution de Solidarność! », « Une Pologne ouvrière oui! La Pologne du pape non! » En Afghanistan, nous avions pris le camp du progrès social en disant: « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans! »

Après avoir soutenu pendant toute la Guerre froide n'importe quelle force contre-révolutionnaire sous prétexte d'« antistalinisme », il n'est guère étonnant de retrouver aujourd'hui encore plusieurs groupes d'« extrême gauche » aux côtés de forces réactionnaires. Dernièrement, en France, avec la campagne raciste menée pour l'exclusion de l'enseignement public des jeunes filles portant le foulard islamique, on a vu Socialisme international, la Gauche révolutionnaire et les Jeunesses communistes révolutionnaires se mettre (sous prétexte de défendre ces jeunes filles) à la traîne des islamistes - des réactionnaires violemment antifemmes (lire le *Bolchévik* n° 131 et n° 132). De l'autre côté, capitulant ignominieusement devant la campagne anti-immigrée de sa bourgeoisie, Lutte ouvrière (LO) a soutenu ces exclusions racistes (lire notre article en page 8). Sous prétexte (elle aussi) de défendre les femmes, LO renvoie ces jeunes filles dans le carcan réactionnaire de leurs familles! (Rappelons qu'en matière de « défense des femmes », LO s'était taillée dans les années 70 une solide réputation d'arriération avec son refus de s'engager dans les luttes pour arracher le droit à l'avortement, expliquant même que l'avortement est « un meurtre » [Lutte de classe n° 18, mars 1974]!) Au contraire, la Ligue trotskyste, tout en mettant en garde contre les islamistes, a participé aux mobilisations contre les exclusions des jeunes filles portant le foulard, en mettant clairement en avant que dans ce pays la lutte

Dans tout notre travail propagandiste à l'intérieur de l'ex-Union soviétique, nous avons ouvertement proclamé la nécessité pour les travailleurs de Russie et de l'étranger proche de retourner à la voie de Lénine et Trotsky. Nous avons insisté sur la nécessité pour tous les travailleurs de se rassembler dans la lutte contre l'exploitation capitaliste et toutes les manifestations d'oppression et de tyrannie, contre l'assujettissement national et l'antisémitisme, contre l'oppression des femmes et des homosexuels. En bref, nous avons cherché à agir, ainsi que le disait Lénine, comme le « tribun du peuple ». Aujourd'hui, nous, qui voulons que soient réaffirmés et défendus les droits démocratiques des travailleurs et de toutes les nationalités, pensons qu'un référendum d'autodétermination nationale est à l'ordre du jour en Crimée et en Tchétchénie.

Nous exigeons d'avoir accès sans restriction aux émissions d'information télévisées pour répondre aux accusations absurdes et sinistres qui ont été proférées à notre rencontre. ■

pour libérer les femmes immigrées de leur oppression est intimement liée à la lutte pour mobiliser la classe ouvrière contre la terreur raciste/fasciste et contre toutes les injustices sociales et racistes.

## Libération des femmes par la révolution socialiste!

La famille est le cadre principal de l'oppression des femmes, l'unité sociale garante de la propriété privée dans la société capitaliste et le berceau du conservatisme. Les femmes y sont reléguées pour reproduire et élever les enfants légitimes et accomplir gratuitement les tâches ménagères nécessaires à l'entretien de la force de travail. L'émancipation des femmes n'est possible que par le remplacement de l'institution de la famille. C'est pourquoi le combat pour la libération des femmes est inséparable du combat pour l'émancipation de la classe ouvrière, débarrassée des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

En 1917, la Révolution russe, sous la direction du Parti bolchévique, a jeté les bases pour une telle émancipation. Elle supprima toutes les lois et institutions oppressives qui empêchaient les femmes de participer pleinement à la société et mit en place une législation progressiste concernant le mariage, le divorce, l'avortement, etc. Elle socialisa les tâches ménagères (crèches, cantines, laveries...) Elle porta ainsi de réels coups à la famille en tant que principale institution sociale de l'oppression des femmes. Mais l'Etat ouvrier - isolé, ployant sous l'héritage de siècles d'arriération tsariste, confronté à une terrible misère, avec une économie étranglée par l'intervention militaire impérialiste - manquait de ressources pour aller jusqu'au bout de ce programme émancipateur. Traînant dans la boue les buts du communisme, le stalinisme (qui usurpa le pouvoir politique au prolétariat et détruisit le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky) proclama que cette défaite était une victoire. En partie conséquence de ce programme traître, l'avortement devint illégal en URSS en 1936.

Sous la direction d'un parti d'avant-garde léniniste, tribun de tous les opprimés, la classe ouvrière doit prendre le pouvoir et instaurer un gouvernement ouvrier d'expropriation de la bourgeoisie. Seul un tel gouvernement pourra ouvrir, en étendant la révolution socialiste à l'échelle mondiale, la voie à une nouvelle société où, débarrassée de la logique du profit, la production pourra subvenir aux besoins de tous - une société d'abondance où les femmes pourront participer pleinement à la vie sociale et politique et où de nouveaux types de rapports véritablement humains relègueraient la famille bourgeoise au musée des antiquités, à côté de l'Etat, du rouet et de la hache de bronze. ■

## La vendetta policière contre Jamal s'intensifie

# Sauvons Mumia Abu-Jamal !

Malgré une campagne hystérique menée par une association de policiers américains, le Fraternal Order of Police (FOP) de Philadelphie, pour empêcher sa publication, le livre *Live From Death Row* [En direct du couloir de la mort], un recueil d'articles du prisonnier politique américain Mumia Abu-Jamal, vient de sortir chez l'éditeur Addison-Wesley. Annonçant la sortie de ce livre, l'éditeur déclara : « *Live From Death Row* ajoute un élément d'immédiateté, de profondeur et de passion à la controverse de portée nationale autour de la question raciale, de la peine capitale et de la liberté de parole [...]. Les commentaires d'Abu-Jamal apportent un éclairage sur la situation à l'intérieur du quartier des condamnés à mort et sur les inégalités raciales du système judiciaire américain, un système récemment condamné par Amnesty International pour le traitement qu'il inflige aux minorités raciales et pour la façon inadéquate dont est assurée la défense des accusés pauvres. »

Depuis son entrée en fonctions, en janvier dernier, le gouverneur de l'Etat de Pennsylvanie, Tom Ridge, a déjà signé cinq ordres d'exécution. Cela constitue un pas vers une première exécution dans cet Etat depuis 1962 et fait planer sur la vie de Mumia Abu-Jamal une menace immédiate. Dans le courant des mois de mars et d'avril, des rassemblements pour le sauver ont eu lieu dans plus d'une dizaine de villes de par le monde, avec la participation de représentants d'associations et d'organisations ouvrières, étudiantes, de gauche représentant des centaines de milliers de personnes. Alors que le soutien à Jamal se renforce dans le monde entier, et particulièrement avec la publication de son livre, l'Etat américain multiplie les obstacles pour empêcher sa voix puissante de se faire entendre et pour l'empêcher de prouver son innocence. Les

**Mumia Abu-Jamal, journaliste noir américain, ancien militant des Black Panthers, «voix des sans-voix», prisonnier politique du quartier des condamnés à mort**



demandes d'interview de Jamal présentées, entre autres, par le magazine *People*, par la chaîne de télévision France 2, par la première chaîne de télévision publique allemande, par la journaliste de CBS Connie Chung, par Gramercy Pictures et par la National Public Radio américaine ont été rejetées par les autorités pénitentiaires. L'Etat a pris prétexte de la publication de son livre pour le placer sous un régime de «surveillance» et lui interdire tout contact avec la presse.

Les flics de Philadelphie et leurs amis

des autorités de Pennsylvanie ont mené une vendetta pour censurer ce livre et confisquer les 30 000 dollars d'avances dûs à son auteur. Ils se servent de la publication des écrits de Jamal afin d'intensifier leurs efforts pour le réduire au silence en l'exécutant. Comme l'écrivait récemment Jamal, «ils essaient de construire un climat de mort, avec moi-même en spectateur muet». Comme représailles contre Jamal pour avoir fait entendre sa voix de derrière les murs du quartier des condamnés à mort, les auto-

rités pénitentiaires l'ont menacé de sanctions disciplinaires sous prétexte d'avoir mené une «activité commerciale» alors qu'il est en prison.

Pendant qu'elles mènent une «enquête», les autorités pénitentiaires lui ont d'ores et déjà confisqué sa correspondance avec ses avocats et ont interdit les visites de ses conseillers juridiques. S'il est reconnu «coupable», Jamal sera placé en détention disciplinaire où il n'aura plus droit qu'à deux appels téléphoniques par mois, où il ne pourra recevoir que les visites de ses avocats et où il ne pourra pas recevoir de livres, à l'exception d'ouvrages juridiques ou religieux. Les autorités pénitentiaires ont déjà limité les contacts de Jamal avec ses avocats et ses partisans hors des murs de la prison afin de l'isoler et de l'empêcher de contribuer à la préparation d'un appel à une révision de son procès qu'ont engagée ses avocats, sous la direction de Leonard Weinglass.

Rachel Wolkenstein, conseiller juridique du Partisan Defense Committee (PDC), l'organisation sœur aux USA du Comité de défense sociale (le CDDS - l'organisation de défense légale et sociale affiliée à la Ligue trotskyste), déclara : « Ils essaient d'enterrer Jamal avant même que l'ordre d'exécution ait été signé. Le député de l'Etat de Pennsylvanie Michael McGeehan, le FOP et les autorités pénitentiaires ne peuvent pas supporter que le soutien à Jamal, dans le monde entier, continue à se renforcer. Il s'agit là d'une tentative patente d'empêcher Jamal de briser le mur du silence et de l'intimidation érigée par le FOP et de faire annuler sa condamnation et la sentence de mort. »

Jamal, ancien porte-parole du Black Panther Party, partisan de l'organisation MOVE de Philadelphie et journaliste renommé qui était à l'époque de son arrestation président de la section de Philadelphie de l'Association des journalistes noirs, est depuis 25 ans la cible des flics et des autorités de Philadelphie. En 1982, il a été condamné au terme d'une machination policière et judiciaire sous l'accusation d'avoir tué un policier de Philadelphie. Comme l'expliqua Rachel Wolkenstein, «des copies largement expurgées de dossiers du FBI obtenus récemment aux termes du Freedom of Information Act [loi sur la liberté de l'information] montrent que le gouvernement avait pris Jamal pour cible depuis son adolescence. A l'âge de 16 ans, Jamal dirigeant de la section de Philadelphie du Black Panther Party, est devenu un homme à abattre. Il a été placé sur l'Administrative Index [liste administrative] des «éléments subversifs» du FBI, et il avait été demandé qu'il soit ajouté au Security Index [liste de sécurité] de ceux censés représenter une «menace» pour le gouvernement. Beaucoup d'autres Panthers ainsi désignés ont fini soit morts soit condamnés à de longues années de prison au terme de machinations racistes, dans le cadre de la vendetta du programme COINTELPRO contre les activistes noirs. »

Jamal écrit à propos des efforts pour le réduire au silence déployés par ces mêmes flics de Philadelphie et ces mêmes dirigeants de l'Etat de Pennsylvanie responsables du bombardement de la mai-

Suite page 11

## Préparons une manifestation d'urgence !

**LA CAMPAGNE EST A UN TOURNANT - VOUS POUVEZ Y CONTRIBUER !** A tout moment, le gouverneur pro-peine de mort de Pennsylvanie, Tom Ridge, peut signer l'ordre d'exécuter Mumia Abu-Jamal. Il a déjà signé cinq ordres d'exécution, et la première exécution dans l'Etat de Pennsylvanie depuis 30 ans vient d'avoir lieu. Jamal est en danger immédiat. Si un ordre d'exécution est signé, des manifestations d'urgence auront lieu dès le lendemain même dans plusieurs villes des Etats-Unis et dans d'autres pays. Le Comité de défense social (CDDS) organisera une manifestation à Paris. Contactez le CDDS pour aider dès maintenant à organiser cette manifestation, pour qu'elle soit un puissant cri de protestation contre la peine de mort raciste et pour sauver Jamal !

**REJOIGNEZ LA CAMPAGNE !** Faites circuler la pétition pour arracher Mumia Abu-Jamal à la mort ; faites-la signer à vos amis, à vos voisins, à vos collègues de travail, et demandez-leur

de participer activement à la campagne. Organisez dans votre syndicat, votre organisation, votre association, votre entreprise, votre université, votre lycée, une projection de la cassette vidéo *From Death Row, This Is Mumia Abu-Jamal* [Du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal]. Faites publier un article dans votre journal, dans le bulletin de votre organisation ou de votre syndicat ; faites adopter dans votre syndicat, votre association, votre organisation, une motion d'envoyer une lettre au gouverneur Ridge pour exiger : « Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir ! » Contactez le CDDS au (1) 42 08 01 49 - CDDS, BP 202, 75822 Paris Cedex 17.

**ENVOYEZ DES LETTRES DE PROTESTATION A :** Gouverneur Tom Ridge, Main Capitol Building, Room 225, Harrisburg, PA 17120, USA (avec copie au CDDS).

**ECRIVEZ A JAMAL** pour exprimer votre solidarité : Mumia Abu-Jamal, AM8335, SCI Greene, 1040 E. Roy

Furman Highway, Waynesburg, PA 15370-8090, USA.

**ENVOYEZ IMMEDIATEMENT DE L'ARGENT AU FONDS DE DEFENSE LEGALE DE JAMAL !** De l'argent est désespérément nécessaire afin de mener le combat pour le sauver. Tous les fonds collectés lors des rassemblements et meetings organisés par le CDDS servent directement à couvrir les frais des actions en justice engagées par Jamal. Depuis le 9 février, près de 15 000 dollars (plus de 70 000 francs) de dons et de promesses de dons ont été collectés. Il en faut plus, dès maintenant ! L'équipe des avocats de Jamal a été à l'initiative du Committee to Save Mumia Abu-Jamal [Comité pour sauver Mumia Abu-Jamal], qui est présidé par les acteurs Ossie Davis et Mike Farrell, pour aider à récolter des fonds. Envoyez vos contributions par chèque, avec la mention « Campagne pour sauver Mumia Abu-Jamal », à l'ordre du CDDS qui transmettra l'intégralité des sommes recueillies au Committee to Save Mumia Abu-Jamal.